Un tournant stratégique, un engagement constant

caritas international.be

RAPPORT ANNUEL
2024

Images: © Caritas International Belgium, © Raw Midea, © Aqaana publishing, © OCADES

Table des matières

Préface	4
Une nouvelle stratégie pour la prochaine décennie	5
Interventions humanitaires	6
Coopération au développement	10
Asile et Migration	12
Notre organisation	23
Communication & Mobilisation	25
Environnement : le monde doute, mais Caritas garde le cap	27
Programmes Asile & Migration en Belgique	28
Programmes de coopération internationale	29
Rapport financier	32
Organe d'Administration	34
Remerciements	35

Un tournant stratégique, un engagement constant

Caritas International vient de fêter son 75e anniversaire. C'était l'occasion de jeter un regard en arrière, et surtout de se projeter dans l'avenir. Avenir qu'obscurcit l'ébranlement de l'ordre international et des solidarités qui s'étaient progressivement construites depuis la fin de la 2e guerre mondiale.

Quand les conflits se multiplient, quand les sociétés se polarisent, se fragmentent, que les solidarités se refroidissent, ce sont les plus pauvres et les plus fragiles qui en sont les premières victimes. Dès lors, la tâche d'organisations telles que Caritas devient immense et plus cruciale que jamais.

C'est la première encyclique sociale du pape Léon XIII, Rerum Novarum, qui a inspiré la création de Caritas, en réaction aux bouleversements humains causés par la révolution industrielle. Un bouleversement technologique, politique, économique et social de même ampleur nous atteint aujourd'hui. Caritas et les organisations de même inspiration doivent réagir, se réinventer, afin de préserver l'essence même de notre humanité, dans ce qu'elle a de plus fragile et de plus précieux.

Ne nous voilons pas la face : la tâche sera difficile, car nous devrons faire plus avec moins de moyens. En effet, à l'instar de beaucoup de pays riches, le gouvernement belge vient d'annoncer des réductions drastiques dans l'aide internationale et dans le soutien aux personnes migrantes, au cœur de notre action.

Depuis un an, sous l'impulsion de notre nouveau directeur général Luc Van Haute, tous les collaborateurs de Caritas se sont mobilisés pour revisiter en profondeur notre stratégie, redéfinir nos priorités, améliorer nos processus afin d'augmenter l'impact de nos actions. Nous ne pouvons bien sûr pas tout faire mais nous devons être le ferment dans la pâte de l'humanité, comme le rappelle le nouveau pape Léon XIV, afin que continuent à progresser la paix, la justice et la solidarité.

Dans les pages qui suivent, vous verrez notre action à l'étranger dans les pays atteints par les conflits et les catastrophes naturelles, particulièrement dans la région des Grands Lacs, au Moyen-Orient et en Ukraine. Vous verrez également nos projets en Belgique, en faveur des personnes qui fuient ces mêmes catastrophes et ces mêmes guerres.

Face aux nuages qui s'amoncellent - ce que Churchill appelait « The Gathering Storm » - le découragement et l'indifférence n'ont pas de place ! C'est l'heure au contraire de rassembler toutes les énergies et toute la générosité de nos collaborateurs, de nos bénévoles, de nos donateurs ainsi que des pouvoirs publics. Avec votre soutien, Caritas sera en mesure de relever ce défi.

Bernard Woronoff, *président du Conseil d'administration*

Une nouvelle stratégie pour la prochaine décennie

© Caritas International Belgium

Jamais auparavant autant de personnes dans le monde n'avaient été contraintes à fuir. Dans le même temps, l'opinion publique et la politique en matière de migration ne cessent de se durcir. Pour relever les défis de demain, notre organisation a défini une nouvelle stratégie pour les dix prochaines années. En effet, pour reprendre les propos de notre directeur général, Luc Van Haute, « les personnes en mouvement comptent sur notre soutien ».

En 2024, le nombre de personnes en fuite a augmenté pour la douzième année consécutive. Selon les Nations Unies, leur nombre atteint 123 millions : autant de personnes qui ont dû tout quitter, leur maison, leurs biens et leurs proches pour des raisons politiques, économiques ou climatiques. Ces personnes ont fui la guerre, la violence et la persécution et sont en quête de sécurité, de nourriture, de travail, d'une vie meilleure...

Dans le même temps, comme le constate Luc Van Haute, « il y a de moins en moins de volonté politique en vue d'apporter une réponse digne à l'un des plus grands scandales de notre époque ». « Si nous voulons être de taille à relever les défis de demain, notre organisation doit être plus forte. Voilà pourquoi nous avons établi une stratégie pour la période 2025-2035. »

Plus proches des « personnes en mouvement »

Forte de ses 75 ans d'histoire, Caritas International entend encore rapprocher ses services de ses groupes cibles, les personnes en mouvement : des personnes en fuite, des déplacés internes, des victimes de crises, des personnes en quête d'un avenir meilleur et des personnes qui retournent chez elles. Les communautés hôtes comptent également parmi nos publics cibles.

Nous voulons fournir un travail de qualité, proposer de nouvelles solutions aux enjeux de société, échanger nos expériences avec nos partenaires et défendre des positions fortes. Les quatre valeurs fondamentales de Caritas International sont la dignité, la solidarité, l'engagement et la justice. Elles constituent le socle de toutes nos actions.

Accompagnement sociojuridique

En Belgique, nous mettrons l'accent sur l'accompagnement sociojuridique de toutes les personnes migrantes qui en font la demande. « Dorénavant, il s'agira de notre mission principale », affirme Van Haute. « Nous pourrons ainsi soutenir un grand groupe de personnes et veiller dans le même temps à ce que les personnes qui risquent de passer entre les mailles du filet bénéficient de notre aide. Nous apportons un soutien supplémentaire à l'attention de ces personnes, comme un accueil individuel ou collectif à petite échelle, ainsi qu'un accompagnement global. Le soutien matériel, comme l'hébergement d'urgence, demeure possible, mais ne relève pas de notre cœur d'activité. » Avec le temps, notre organisation entend également renforcer son ancrage local.

Caritas International fait partie d'un réseau mondial de 162 organisations nationales. Elle mène des projets à l'étranger : en Afrique de l'Est, dans la région des Grands Lacs, au Sahel et au Moyen-Orient. Elle dispose aussi d'antennes en République Démocratique du Congo, au Niger, en Ouganda et au Burundi qui vont se muer en pôles de connaissances flexibles. Nos projets font la part belle à des thèmes tels que la cohésion sociale, le développement, la protection et la consolidation de la paix.

Collaboration

Caritas International renforcera ses partenariats ou nouera de nouvelles collaborations avec des ONG, des organisations sœurs, des instances ecclésiales, des organisations du secteur privé, le monde académique, des institutions locales et des volontaires. Nous resserrons également les liens au sein du réseau Caritas existant. Principalement avec Caritas Europa, Caritas Africa, Caritas MONA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) et Caritas Internationalis.

En Belgique, nous bâtissons un réseau de volontaires et de communautés hôtes qui s'associent à notre travail. Nous avons d'ailleurs l'intention d'organiser des formations et des ateliers pour ces volontaires et ces communautés hôtes.

« Notre travail est nécessaire », conclut Luc Van Haute. « Tant qu'il y aura des crises, il y aura des personnes à protéger. Et tant qu'il y aura des personnes à protéger, Caritas International sera à leurs côtés. »

Interventions humanitaires

En 2024 encore, le monde a été ébranlé par de nombreux conflits et catastrophes naturelles. Une fois de plus, le droit international humanitaire a été régulièrement bafoué. Or, si le nombre de conflits et de catastrophes augmente, les ressources pour y faire face, elles, diminuent. Le réseau mondial Caritas ne se laisse pas abattre et continue son travail humanitaire avec courage.

Ukraine

La guerre fait désormais rage en Ukraine depuis plus de trois ans. Selon les Nations Unies, 12,7 millions d'Ukrainiennes et Ukrainiens auront besoin d'aide humanitaire en 2025. Depuis plus de trois ans, Caritas International se tient aux côtés de ses partenaires, apportant aide financière et soutien opérationnel dans le cadre de visites sur le terrain. Cette approche permet de répondre rapidement aux besoins en perpétuelle évolution.

Près du front, à l'est de l'Ukraine, les besoins humanitaires essentiels continuent de primer : soins médicaux, protection, abris, nourriture, fournitures de base. Dans d'autres régions du pays, également cibles des bombardements, il est principalement question de soutien aux citoyens déplacés, des personnes qui ont souvent vécu de lourds traumatismes et qui ont tout perdu.

Les deux organisations Caritas en Ukraine élargissent progressivement leurs programmes et renforcent leurs capacités. Elles disposent de plus de 2.600 collaborateurs et volontaires. Elles ont apporté de l'aide à plus de 3,8 millions de personnes depuis le début de la guerre, le 24 février 2022. En 2024, 1,25 million d'euros ont pu être mobilisés à travers nos collègues d'Ukraine, en partie grâce aux ressources du Consortium 12-12.

© Caritas-Spes Ukraine

Avec ces mêmes fonds 12-12, nous avons également pu continuer à soutenir notre partenaire Caritas en Slovaquie, pays limitrophe. Ce pays accueille toujours plus de 130.000 réfugiés ukrainiens, dont 80 % de femmes, d'enfants et de personnes âgées. Initialement, l'aide d'urgence était prioritaire en Slovaquie. Mais progressivement, les besoins ont évolué vers davantage de soutien psychosocial. Caritas Slovaquie a accumulé de plus en plus d'expertise dans ce domaine et l'a partagée avec les équipes de Caritas en Ukraine, notamment à Mukasevo et Oujhorod, à l'ouest du pays.

Victoria est une jeune tailleuse qui a dû fuir à deux reprises. Elle avait quitté Donetsk en 2014 pour s'installer dans la petite ville de Dobropillia à cause des vives tensions avec la Russie. Elle y avait relancé son activité de tailleuse. Malheureusement, dix ans plus tard, la situation à Dobropillia est devenue si grave et terrifiante que Victoria n'a eu d'autres choix que de déménager à nouveau, à Poltava cette fois-ci. Devoir de nouveau repartir de zéro n'est pas une mince affaire. Mais Victoria ne s'est pas laissé décourager. Elle a cherché de vieux meubles et équipements pour relancer son activité. Et elle y est parvenue, avec le soutien du projet ELIS (« Emergency Livelihoods Assistance to War-Affected Communities in Ukraine - Aide d'urgence à la subsistance dans les communautés touchées par la guerre en Ukraine ») de Caritas Ukraine. Victoria entend désormais donner du travail à d'autres femmes grâce à son activité.

Le Point d'info Ukraine continue son travail

En 2024, tous les mois, approximativement 1.000 personnes ayant fui l'Ukraine ont bénéficié d'une protection en Belgique, portant à plus de 92000 le nombre de réfugiés ukrainiens ayant bénéficié d'une protection temporaire dans notre pays depuis le début de la guerre.

Juste après le début de la guerre, Caritas International a commencé son accompagnement pour les réfugiés ukrainiens chez nous. Notre Point d'info Ukraine demeure à cet égard notre principale activité. Il s'agit d'un service d'assistance téléphonique pour quiconque ayant des questions d'ordre sociojuridique sur la vie en Belgique. Une équipe mixte de collaboratrices et collaborateurs ukrainiens et de juristes belges répond en ukrainien, russe, néerlandais et français aux questions des personnes en fuite et de celles qui leur viennent en aide, où qu'elles se trouvent, en Belgique ou ailleurs. En 2024, 1.350 appels ont été traités, principalement pour des questions sur la protection, le séjour et l'hébergement.

Moyen-Orient

Palestine

Le sang a continué de couler à Gaza. Environ 90 collaboratrices et collaborateurs de Caritas Jérusalem y ont apporté une aide médicale et sociale, bravant les bombardements et la dévastation. Ils ont dispensé des soins de santé primaire, fourni de l'aide alimentaire et psychologique. Leur tâche est ardue, d'autant plus qu'ils doivent veiller à leur propre sécurité et régulièrement déplacer leurs activités.

Les difficultés sont immenses, mais Caritas Jérusalem est déterminée à continuer à soutenir et défendre la population vulnérable de Gaza. C'est le message porté par Anton Asfar, le secrétaire général de Caritas Jérusalem, lors de sa visite à Bruxelles fin novembre 2024. « L'UE et ses États membres doivent exercer davantage de pression pour imposer un cessez-le-feu et parvenir à une solution durable à cette crise. »

La situation est également très grave en Cisjordanie. Les violences à l'encontre de la population palestinienne y surviennent dans un contexte de crise économique. Les Palestiniens éprouvent énormément de difficultés à se déplacer et ne cessent de perdre des terres.

Dans la Bande de Gaza, de l'aide a été apportée à près de 40.000 personnes et les appels au cessez-le-feu se sont multipliés. À ce jour, Caritas International a pu apporter 100.000 euros au programme humanitaire de Caritas Jérusalem en faveur de la population palestinienne. Un nouvel appel a été lancé pour récolter de nouveaux dons afin de pouvoir renforcer l'aide.

Liban

Le conflit s'est propagé au Liban, où les conditions socio-économiques étaient déjà calamiteuses. En quelques semaines, plus de 1,2 million de personnes — tant des Libanais, que des réfugiés syriens — ont dû quitter le sud du pays. Les bombardements israéliens ont non seulement touché l'est du Liban, mais aussi Beyrouth et sa banlieue. La panique s'est emparée de la population et cette situation a fortement compliqué l'organisation de l'aide et de l'accueil des personnes déplacées.

© Caritas Jeruzalem

© Caritas Lebanon

Caritas Liban, active dans toutes les régions du pays, a pu venir en aide à 30.000 personnes grâce à des ressources octroyées par Caritas International. L'organisation a fourni des abris, de l'aide médicale, de l'eau potable et de la nourriture. Elle a également été à l'écoute de toutes ces personnes et leur a fourni des conseils. Fin 2024, un cessez-le-feu a été déclaré, ce qui a laissé espérer un fragile retour au calme. Les nombreuses personnes déplacées prendront prudemment le chemin du retour. De nombreux logements devront être réparés et rénovés.

Syrie

En Syrie, les projets de réhabilitation, entamés à la suite du séisme de février 2023, arrivent progressivement à leur terme. Grâce à un appel du Consortium 12-12, Caritas International a été en mesure de mobiliser près de 700.000 euros, étalés sur deux ans, pour les projets de Caritas Syrie. Au nord du pays et au littoral, où la guerre civile avait déjà semé la dévastation, plus de 30.000 personnes ont bénéficié d'un soutien. Plus de 250 habitations ont été réparées. 21 écoles ont également fait l'objet de réparations.

Moufid Salim Jazi habite Fideo dans la région de Lattaquié en Syrie. En février 2023, le séisme a fortement endommagé sa maison. Sa famille était en proie au désespoir, mais heureusement, Caritas leur a porté secours ; dans un premier temps, l'organisation est venue prendre des mesures pour ensuite revenir avec un entrepreneur. Moufid : « C'était comme si nous étions dans un rêve. En 40 jours, Caritas a fait réparer notre maison. Caritas a changé nos vies, nous lui en sommes profondément reconnaissants. »

Fin 2024, la planète entière a été surprise par la chute du régime sanglant d'Assad. C'était l'aube d'une nouvelle ère pour la Syrie, émaillée d'espérance et d'incertitudes. Caritas International demeure solidaire. En participant régulièrement à des réunions avec nos partenaires, nous restons au fait de l'évolution de leurs programmes et des besoins criants dans ce pays. Nous consentirons le plus d'efforts possibles pour contribuer à la reconstruction de la Syrie, une reconstruction tant matérielle, qu'humaine et sociétale.

Turquie

En Turquie aussi, le séisme de 2023 avait entraîné d'énormes dégâts : près de 40.000 bâtiments avaient été détruits, plus de 50.000 personnes avaient trouvé la mort, et environ 110.000 avaient été blessées.

En 2024, Caritas a prolongé le soutien apporté aux personnes qui ont perdu leur source de revenus et leur maison. Soulignons que la plupart d'entre elles vivaient déjà dans la pauvreté, avec un accès limité aux services de base, comme les soins de santé et l'éducation.

Notre organisation sœur, Caritas Turquie, a prêté assistance à près de 20.000 personnes, principalement dans la région de Hatay au sud-est de la Turquie, mais aussi à Izmir et à Istanbul. Les familles touchées ont bénéficié de conteneurs transformés en logements provisoires, d'un soutien financier pour couvrir leur loyer ou leurs frais de transport et de bons pour se procurer de la nourriture, des vêtements et des fournitures scolaires.

À Alexandrette, dans la province de Hatay, des centaines de poêles, de réfrigérateurs et de ventilateurs ont été distribués dans les centres d'accueil officiels pour les personnes déplacées avec le concours des autorités locales.

Enfin, Caritas International, outre son soutien financier, a détaché une personne à temps partiel pour apporter un soutien technique à Caritas Turquie dans l'exécution de ses activités.

Rendre l'espoir aux réfugiés en Arménie

Grâce au généreux soutien financier d'un grand donateur, Caritas International a pu continuer à soutenir Caritas Arménie qui accompagne des réfugiés qui ont fui le Haut-Karabakh en 2023.

Alex, 11 ans, est l'un de ces réfugiés. Il habite avec sa famille dans un logement en location dans la ville de Gyumri. Son père n'a toujours pas retrouvé d'emploi.

Les collaborateurs de Caritas Arménie ont rencontré cette famille et font tout ce qu'ils peuvent pour lui venir en aide. Elle bénéficie de nourriture, de vêtements et d'articles d'hygiène.

Les travailleurs sociaux de Caritas Arménie impliquent Alex et ses jeunes frères, Andrei et Hayk, dans des activités quotidiennes pour qu'ils puissent surmonter leurs expériences traumatisantes et oublier la guerre ne serait-ce qu'un instant. « Caritas Arménie nous donne non seulement de la nourriture et des vêtements, mais aussi de l'espoir », nous dit Alex. « Grâce à ses collaborateurs, nous ne sommes plus seuls dans cette ville, c'est nouveau pour nous ».

RD Congo

En 2024, Caritas International, de concert avec sept organisations partenaires, a lancé le projet « Lisanga » (Ensemble) afin de combattre la crise humanitaire à l'ouest de la République démocratique du Congo. Cette crise, occasionnée par le conflit violent entre les communautés Teke et Yaka né de rivalités foncières dans la province de Maï-Ndombe, a débouché depuis juin 2022 sur la détérioration des conditions humanitaires et de sécurité. La milice Mobondo, principalement composée de combattants Yakas, s'est montrée impitoyable. Le conflit a embrasé les provinces de Kwilu, Kwango et Kinshasa, avec à la clé plus de 500.000 déplacés internes et 2,1 millions de personnes dans le besoin.

Les répercussions du conflit sont monumentales : plus de 200 villages ont été le théâtre d'exactions, 3 saisons de récoltes ont été perdues, les prix des denrées alimentaires ont explosé et 80 % des terres agricoles étaient inaccessibles. De surcroît, les structures sociales ont été durement touchées : écoles fermées, manque de fournitures de base et traumatismes psychologiques graves chez les enfants.

Lisanga bénéficie d'un budget de 4,2 millions d'euros, dont 4 millions proviennent de la DG-ECHO. Ce projet a ciblé 33.516 victimes, dont des personnes déplacées, des habitants revenus dans leur région et les familles hôtes à Kwamouth et Maluku. Il vise à protéger la cohésion sociale, à rétablir les moyens de subsistance, à dispenser des soins de santé de base, une aide alimentaire d'urgence et de l'éducation dans des situations de crise.

« Les gens sont vraiment dans le désarroi. 30 personnes vivent désormais chez moi. Il est difficile de se nourrir correctement. Nous souffrons ensemble. »

Maman Marie, qui accueille des déplacés à Kinshasa.

Plusieurs rapports ont été rédigés avec d'autres organisations sur la situation à Maï-Ndombe et au-delà. Caritas a participé activement à la sensibilisation des autorités congolaises belges et internationales à ces problèmes. Au cours des six premiers mois, Caritas International a même assuré la coordination des organisations humanitaires face à la crise, jusqu'à ce que l'OCHA (Bureau de la coordination des affaires humanitaires) soit en mesure de s'en charger.

En mai 2024, un projet antérieur, doté d'un budget de près de 2,9 millions d'euros, s'est terminé. Il ciblait les populations touchées de l'ouest de la RD Congo. Près de 2,1 millions d'euros avaient été alloués par la DG-ECHO. Caritas International, Caritas Kinshasa, le Service de la Diaconie, Caritas Congo et Magna ont conjugué leurs efforts pour organiser l'aide apportée à près de 66.000 personnes (soutien financier en espèces, denrées alimentaires, fournitures de base). Des moyens ont été consacrés aux soins de santé primaires, au soutien psychologique pour les victimes de violences basées sur le genre, et à l'aide à l'accouchement. Des cas de Mpox et de rougeole ont également été détectés. L'opération a joui de l'implication étroite des responsables locaux et des travailleurs sociaux.

Dans la province du Sud-Kivu, à l'est du Congo, un projet humanitaire a été mené par Caritas International et Caritas Bukavu, avec le soutien financier de la coopération au développement suisse. Ce projet a bénéficié à 36.417 personnes dans la région de Kalehe, impactée par des combats entre les groupes armés et l'avancée des rebelles du M23 à Masisi (Nord-Kivu).

ProHuma : protéger et autonomiser les femmes et les filles

Dans le cadre de son programme de deux ans, ProHuma (Protection Au Cœur de l'Action Humanitaire), financé par le gouvernement belge (DGD), Caritas International se concentre sur la protection des groupes vulnérables dans des contextes fragiles. Ce programme comporte de multiples facettes et est également un levier important dans la lutte contre les violences basées sur le genre en RD Congo, au Burundi, au Niger et en Ouganda.

Dans un premier temps, nous avons œuvré à prévenir les violences basées sur le genre. En Ouganda, Caritas a dispensé une formation à 8.324 jeunes dans des camps de réfugiés, à des responsables locaux et religieux, à des juristes et à des membres de l'administration. Grâce à ces formations, nous entendons éviter que les hommes ne commettent des actes de violence à l'encontre des femmes. Nous voulons expliquer aux personnes au pouvoir comment gérer les faits de cette nature.

Caritas s'occupe également des femmes et des filles victimes de viol, de violence ou d'abus ou contraintes au mariage. Dans la province congolaise du Sud-Kivu, Caritas a prêté assistance à 1. 825 victimes, leur fournissant médicaments, articles d'hygiène et soutien psychologique.

Si elles le souhaitent, les femmes peuvent également se tourner vers Caritas dans le cadre d'une procédure en justice. Ainsi, au Niger, deux femmes ont porté plainte : l'une, car elle avait été contrainte au mariage (déclaré nul par le juge) et l'autre, car elle avait été violée.

Enfin, et c'est tout aussi important, nous soutenons également la réintégration des victimes dans l'espoir qu'elles ne revivront plus jamais ce genre de situation. Au Burundi, 42 victimes ont reçu un soutien financier en espèces et une formation professionnelle. Ces femmes ont lancé une activité commerciale ; elles ont par exemple vendu des savons ou des légumes ou ont proposé des services de coiffure. Ces activités leur ont permis de gagner de l'argent et d'êtres plus autonomes.

Coopération au développement

Outre ses projets humanitaires, Caritas International déploie également des projets à plus long terme. En 2024, plusieurs d'entre eux ont atteint leur rythme de croisière.

Burundi

Au Burundi, trois ONG belges et quatre ONG burundaises mettent en œuvre le programme « Umwumbati Wacu » (Notre manioc) financé par l'Union européenne. Caritas International joue un rôle primordial au sein du consortium et veille au bon déroulement du projet.

L'année dernière, nous avons appelé des agriculteurs à proposer des projets pour encourager la culture du manioc. Plus de 8.000 dossiers ont été déposés dans douze communes réparties dans les provinces de Makamba et de Rutana. Des ressources ont été octroyées à 1. 579 projets, chaque cultivateur devant également être en mesure d'apporter sa contribution financière personnelle.

Sur un budget de 4,7 millions d'euros, environ 1,5 million ont été investis pendant la saison, entre octobre 2024 et février 2025. 1,05 million d'euros ont été apportés par Notre Manioc et 0,45 million d'euros ont été injectés par les petits cultivateurs eux-mêmes (dont 0,1 million d'euros ont été financés par des établissements de microcrédits dans le cadre d'une collaboration avec le Fonds monétaire international). 46 % des projets ont été portés par des femmes, 37 % par des jeunes.

Un accord de coopération a été signé dans le courant de 2024 avec les partenaires burundais, SOPRAD-Caritas Ruyigi et ODECO-Caritas Rutana. Aux côtés de Caritas International, ces partenaires mèneront des activités de promotion des bonnes habitudes alimentaires et contribueront à créer et à renforcer des groupes d'épargne et de crédit.

Les premiers résultats du projet Notre Manioc sont encourageants. Nous lancerons encore d'autres appels à projets et conseillerons les cultivateurs locaux sur des enjeux tels que l'agroécologie, le stockage, la transformation, la vente et la santé de leurs animaux en collaboration avec d'autres ONG du consortium.

© Caritas International Belgium

Philippe Ndayisenga est l'un des agriculteurs qui participent à Notre manioc. Il vit sur la colline Mivo dans la commune de Mabanda. « Sur le bon conseil d'Élysée, et sous la supervision de Floresta Burundi, je me suis mis à appliquer des pratiques agroécologiques sur mon champ. Elles ont nettement amélioré mes cultures. Je vois déjà des résultats prometteurs. Et je suis devenu un meilleur agriculteur. Ce projet a par ailleurs un impact positif sur la communauté locale. »

Éthiopie

En 2024, la province du Brabant flamand a financé pour la deuxième année consécutive, un projet de résilience climatique à Wolaita, en Éthiopie. L'année dernière, un budget de 100.000 euros avait été réservé. En 2023, ce montant s'élevait même à 130 .000 euros.

Le travail de terrain a été accompli par notre partenaire à Soddo, ECC-SDCO/S (Église catholique éthiopienne — Commission sociale et de développement de Soddo). Nous cherchions à consolider la résilience climatique des communautés en aidant les familles à renforcer leurs moyens de subsistance et à restaurer les ressources naturelles dégradées.

Au cours des deux années écoulées, 800 familles vulnérables ont bénéficié d'un soutien dans le cadre d'un large éventail d'activités : protection des sols et des ressources en eau, plantation d'arbres, promotion des groupements d'épargne et de crédit, fourniture de fours plus économes et de panneaux solaires, promotion de l'apiculture et formation aux pratiques agricoles adaptées au climat changeant. Quelque 250 hectares de terres communautaires étaient tellement dégradés qu'elles n'étaient plus accessibles ni aux hommes ni au bétail. Plusieurs mesures ont été adoptées afin d'améliorer la santé de ces sols et pour mieux retenir les eaux.

En vue de restaurer les sols et la végétation, tant des parcelles individuelles que des parcelles communautaires, une approche participative efficiente a été suivie : la régénération naturelle assistée et la régénération naturelle gérée par les agriculteurs. La végétation a pu reprendre ses droits de manière totalement naturelle. Cette approche a été combinée à un entretien limité des sols et à la plantation de jeunes plants produits dans la pépinière du projet. 200.000 arbres ont été plantés en deux ans. Ces activités à Wolaita sont un exemple d'adaptation climatique et de mesures d'atténuation.

COHERENCE

COHERENCE est notre programme quinquennal (2022-2026) mis en œuvre conjointement par Caritas International et la Commission Justice et Paix et principalement financé par la Coopération belge au développement (DGD). Ce programme est déployé au Burkina Faso, au Burundi, en Éthiopie, au Niger, en RD Congo, en Palestine et en Belgique et a pour but de soutenir les communautés rurales afin de renforcer leur résilience face aux crises, telles que les catastrophes naturelles et les conflits. Une approche holistique a été retenue : l'aide humanitaire, le développement et la cohésion sociale se renforcent mutuellement afin de contribuer à une paix durable et au développement des communautés.

En Éthiopie, les actions n'ont été lancées qu'en 2023 (Wolaita) et en 2024 (Tigré), en raison de la guerre civile qui sévissait dans la région du Tigré et qui a pris fin en novembre 2022.

Lors du dernier trimestre 2024, Caritas International a lancé une évaluation à mi-parcours de COHERENCE près de trois ans après son lancement dans la plupart des pays. Il a été décidé que les pays partenaires s'évalueraient mutuellement.

© Aqaana Publishing

Région de Jénine

En dépit du contexte difficile dans la région, Caritas International soutient les communautés locales rurales pour leur permettre de mieux connaître leurs droits et de les faire valoir.
Des investissements ont également été consentis pour rénover un centre médical et embellir des infrastructures sportives. 100 femmes ont reçu des semences et une formation pour appliquer les techniques agroécologiques dans leurs potagers.
Quatre écoles ont participé au développement d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement. Des visites à la faculté d'agronomie de Gembloux ont jeté les bases d'une collaboration entre des organisations en Belgique et en Palestine.
144 personnes ont été sélectionnées dans la région de Jénine pour bénéficier d'un soutien au développement de projets économiques à petite échelle.

Asile et Migration

Caritas International héberge des personnes qui ont sollicité la protection internationale. Nous proposons également des programmes sociaux : le service social (services de première ligne, regroupement familial, visites en centres fermés, retour volontaire et collaboration avec le point d'information Bordet), le service intégration (Réinstallation et Community Sponsorship, accompagnement de réfugiés très vulnérables à Louvain), le service des tutelles (tutelle, soutien pour les tuteurs, Xtra MENA) et le service de réintégration lors des retours depuis la Belgique ou d'autres pays européens.

La plupart des résidents du **centre d'accueil de Scherpenheuvel** provenaient de Palestine, de Syrie, de RD Congo, d'Afghanistan et d'Iran. Dans plus de 90 % des cas, ce sont des familles. Les autres sont des adultes seuls ou des mineurs non accompagnés.

Environ 54 % de ces personnes ont quitté le centre après avoir obtenu un titre de séjour. Lors de la procédure, 30 % des personnes ont été réorientées vers un autre centre. 5 % sont parties après avoir été déboutées. D'autres ont tout simplement quitté le centre pendant la procédure ou ont opté pour un retour volontaire.

Plusieurs activités sont proposées dans le centre afin de favoriser l'emploi. Ainsi, en 2024, aux côtés de Travi et d'IGO, une journée de l'emploi a été organisée avec des agences d'intérim. Nous réorientons également directement vers des employeurs, surtout les agriculteurs qui ont besoin de travailleurs saisonniers. Les résidents sont soutenus dans leurs recherches d'emploi et pour rédiger leur CV ou s'inscrire auprès du VDAB (Office flamand de l'emploi).

Pour l'heure, 22 adultes travaillent en dehors du centre d'accueil, principalement dans la culture fruitière, comme aide-ménagères et travailleurs dans des usines.

La plupart des résidents du **centre d'accueil à Ransart** provenaient du Cameroun, du Burundi, de Guinée, d'Afghanistan et de Syrie. Dans un peu plus de 20 % des cas, ce sont des familles, mais dans la plupart des cas ce sont des personnes seules.

L'année dernière 81 personnes ont quitté le centre, dont 31 avec un titre de séjour et 50 sans, 15 d'entre elles ne pouvant plus prétendre à l'accueil.

Lorsque des résidents reçoivent un titre de séjour, nous recherchons un logement avec des assistants sociaux. Les résidents visitent alors ces logements jusqu'à ce qu'ils en trouvent un.

Nous aidons également les résidents à trouver un emploi, notamment avec le concours du service socio-éducatif à Ransart. À l'heure actuelle, 20 résidents ont officiellement un emploi. Ce sont souvent des emplois intérimaires, mais quatre personnes disposent d'un contrat de travail permanent. Elles sont souvent actives dans le nettoyage industriel, dans le ménage, occupent des postes de production ou de vente. Les jeunes résidents de Palestine, de Syrie et d'Afghanistan vont souvent travailler en Flandre, dans des usines ou comme travailleurs saisonniers.

Au **Logis de Louvranges**, près de Wavre, Caritas International héberge des femmes qui ont introduit une demande de protection internationale. Ce sont des femmes seules ou avec des enfants. Le Logis dispose de 21 appartements individuels ou familiaux.

© Caritas International Belgium

© Caritas International Belgium

Les résidentes à Louvranges provenaient principalement de RD Congo, de Guinée, du Burundi et d'Angola. 6 femmes sont seules et 19 ont des enfants.

En 2024, 6 femmes ont quitté le logis avec un titre de séjour ou après régularisation. Cinq femmes sont parties tandis que leur procédure était toujours en cours. Plusieurs d'entre elles ont trouvé un logement grâce à l'aide d'une assistante sociale et de volontaires.

La plupart des résidents de nos centres à **Anvers, Mortsel et Malines** venaient d'Érythrée, de Palestine, d'Afghanistan, de Somalie et de République démocratique du Congo. Dans les centres Health Care Antwerpen, TVU Antwerpen et High Care Mortsel, les familles représentaient 60 % des bénéficiaires et les personnes seules 40 %. Tous les résidents de TVU Antwerpen, High Care Mortsel et YIT Mechelen ont quitté ces centres avec un titre de séjour. Deux personnes ont quitté Health Care Antwerpen avec un titre de séjour, une personne a été déboutée et une autre est partie. De nombreux résidents ont bénéficié d'un soutien pour trouver un logement, souvent grâce à un réseau de propriétaires solidaires. Malheureusement, certains sont tombés dans les griffes de marchands de sommeil. Une personne d'Health Care Antwerpen a trouvé un emploi, tandis que 70 % des jeunes de YIT Mechelen avaient un job étudiant. Chez TVU Antwerpen et High Care Mortsel, personne n'a trouvé d'emploi.

À **Liège**, la plupart des résidents venaient d'Afghanistan, de Palestine, de Syrie, d'Érythrée et de Somalie. 22 garçons et 4 filles résidaient à YIT Liège. TVU Liège hébergeait deux familles et deux personnes seules.

Tous les mineurs non accompagnés se sont vus octroyer un titre de séjour. TVU Liège hébergeait 6 personnes détenant un titre et une famille de 7 personnes qui a été évacuée de Gaza. Les résidents bénéficient toujours du soutien des équipes à Liège dans leurs recherches de logement. Certains mineurs non accompagnés ont des jobs étudiants surtout dans l'horeca.

Centre d'accueil à Scherpenheuvel

Fin 2024, notre centre d'accueil à Scherpenheuvel hébergeait 148 résidents, dont 70 enfants et jeunes de moins de 18 ans, représentant un large éventail de nationalités.

De nombreuses activités ont été organisées tout au long de l'année : une fête de carnaval, une chasse aux œufs de Pâques, des ateliers de bricolage, des sorties à la bibliothèque et un atelier de cuisine. Le centre a participé à l'initiative « Samen Bewegen » (Bougeons ensemble), une série de cours de sport à l'attention des jeunes de la commune de Scherpenheuvel. Les résidents ont également eu la possibilité de s'essayer à l'athlétisme avec « Les Gazelles de Bruxelles ».

En mai 2024, le centre a de nouveau ouvert ses portes au grand public. Avec le soutien des volontaires de la Christelijke Mutualiteit et de Beweging.net, une fête a été organisée. Au programme : jeux traditionnels, un stand de henné et des desserts multiculturels.

Le 29 septembre, un groupe de résidents a assisté à une célébration de l'eucharistie avec le Pape François, au Stade Roi Baudoin à Bruxelles. Les enfants du centre avaient réalisé une œuvre d'art haute en couleur qu'ils ont offerte au pape. Un moment fort.

Les volontaires sont essentiels pour le fonctionnement de Scherpenheuvel. À l'été 2024, une nouvelle collègue a été recrutée pour assurer la coordination des volontaires. Le centre entend renforcer le volontariat et apporter un soutien optimal aux volontaires.

© Caritas International Belgium

© Caritas International Belgium

Tatiana coordonne la collaboration avec les volontaires à Scherpenheuvel. « Les volontaires veulent mieux connaître nos résidents, contribuer à leur bien-être et faire la différence dans leur vie. Notre mission attire de nombreuses personnes qui s'identifient à nos valeurs et conçoivent leur contribution comme un "devoir citoyen", une manière de rendre quelque chose à la société. Elles aspirent également à se sentir ancrées dans la communauté, à découvrir de nouvelles personnes, à tisser un réseau et à se rendre utiles pour autrui. »

Centre d'accueil à Ransart (Charleroi)

2024 a été une année mouvementée pour notre centre d'accueil à Ransart. Une nouvelle direction temporaire a été désignée.

Le bâtiment a été racheté par la société d'investissement social, Inclusio, une évolution positive. En outre, Fedasil a affecté des ressources à la rénovation du bâtiment. Cet investissement améliorera nettement les conditions de vie de nos résidents, mais aussi le confort de travail de nos équipes. Les travaux seront terminés dans le courant de 2025. Nous envisageons alors d'organiser une journée portes ouvertes pour les riverains, les collègues et les partenaires.

Les besoins en hébergement pour les mineurs étrangers non accompagnés ont légèrement fluctué. Le centre à Ransart peut accueillir 26 jeunes, mais pour l'heure n'en héberge qu'une dizaine.

Des collaborations avec des associations existent, notamment pour l'accompagnement des parents et pour des stages culturels. De plus en plus de volontaires apportent une contribution précieuse au fonctionnement du centre.

L'équipe met un point d'honneur à ce que les résidents soient les plus autonomes possible, pour qu'ils soient les mieux préparés aux problèmes qu'ils pourraient rencontrer plus tard dans leur vie.

Structure d'accueil à Louvranges (Wavre)

En 2024, 64 personnes ont été accueillies à Louvranges. La plupart des femmes se trouvaient dans une situation complexe et présentaient un profil très vulnérable.

Un plan d'accompagnement individuel a été établi pour chaque personne. Ce plan contient les étapes à franchir pour renforcer l'autonomie. Des assistants sociaux, des puéricultrices, une infirmière et des partenaires externes ont fourni un accompagnement sur mesure aux résidentes et à leurs enfants.

En 2024, en collaboration avec The Red Pencil, des ateliers d'Art Therapy ont été organisés pour que les participantes aient davantage confiance en elles.

De plus en plus de résidentes travaillent ce qui témoigne de leur volonté d'intégration. En août 2024, 8 des 24 résidentes travaillaient dans l'horeca, le nettoyage ou le secteur des titres-services.

L'équipe de Louvranges travaille également sur la parentalité et œuvre à renforcer le lien entre les mères et leurs enfants. Le nombre d'enfants dans la crèche interne oscillait entre 6 et 9. Lorsque les puéricultrices remarquent un problème chez un enfant ou dans une famille, toute l'équipe est mobilisée pour trouver une solution.

En janvier 2024, les résidents ont pu prendre possession de l'espace « snoezelen ». Cet espace permet tant aux enfants qu'aux adultes de se reposer et de (re) découvrir leurs sens. Des jouets ont été installés dans le jardin de la crèche.

Quelque 45 enfants et jeunes sont scolarisés. Les volontaires et l'éducateur jouent à cet égard un rôle tout à fait positif. Les enfants apprennent à se brosser les dents et les jeunes reçoivent des explications sur les sentiments et la sexualité. Ils font également des excursions, en collaboration avec la Fondation Arc-en-Ciel.

YIS à Liège

Youth in Shelter a ouvert ses portes en 2020 à Liège. Aujourd'hui, 18 mineurs non accompagnés y résident. Ce projet découle d'un accord entre « Aide à la Jeunesse » et Fedasil. Grâce à ce cofinancement, des mineurs non accompagnés très vulnérables en raison de leur âge ou d'autres facteurs peuvent y être hébergés.

En 2024, l'âge moyen des jeunes hébergés est passé de 12 à 14 ans. Quatre garçons ont obtenu une protection, 12 autres attendent encore une décision. La demande de deux garçons a été rejetée. En principe, ils restent chez YIS jusqu'à l'âge de 18 ans. La plupart des jeunes sont des Kurdes de Syrie.

Deux d'entre eux ont pu témoigner de la situation en Syrie dans l'émission « Les Niouzz » de la RTBF. Ils ont été filmés discrètement dans le salon de la maison YIS. Cette expérience

© Caritas International Belgium

a été salutaire pour eux : ils étaient conscients des dangers pour leurs familles, mais étaient également fiers de l'intérêt porté à leur pays d'origine.

Fin 2024, pour la première fois, les garçons, accompagnés d'éducateurs, ont été distribuer des cartes de vœux de bonne année et des biscuits aux riverains.

Autre nouveauté : un camp a été organisé pour les jeunes. 18 garçons et 4 éducateurs ont séjourné quelques jours dans un gîte dans les Ardennes belges. Les jeunes ont joué au « casino », ont été admirer un lac de la région et ont organisé leurs propres « Jeux olympiques ». Une vidéo a été réalisée pour présenter le projet YIS Liège avec le soutien de l'équipe de communication.

Le fonctionnement de YIS Liège et le soutien apporté ont encore été améliorés. L'équipe souhaite travailler le plus sur mesure possible avec les jeunes. Les éducateurs, une travailleuse sociale et une infirmière conjuguent leurs connaissances pour y parvenir. L'objectif est de veiller à ce que chaque jeune puisse trouver la paix et se sentir en sécurité tant sur le plan physique que mental.

Certains garçons ont besoin d'entretiens avec un psychologue ou un pédopsychiatre pour mieux comprendre comment gérer leurs traumatismes. L'année dernière, 10 jeunes ont bénéficié de ce type d'accompagnement. Douze jeunes se sont tournés vers l'infirmière qui a travaillé à leur bien-être en leur proposant des exercices de relaxation et des soins du visage, des mains et des pieds.

Health Care Anvers

Health Care (19 places) accueille des personnes présentant un problème médical ou psychiatrique pendant la procédure d'asile. Cela suppose un accompagnement intensif à long terme ; la période de transition de 6 mois commence dès l'octroi d'un titre de séjour. Les accompagnements dans le cadre de ce projet sont plus longs, plus d'un an, que dans d'autres projets de transition, où la durée de séjour moyenne est de 6 mois.

Nous constatons que les conflits dans le monde ont une grande incidence sur nos résidents et notre fonctionnement. Les familles et les personnes seules ont besoin d'un accompagnement plus poussé, ce qui nous a conduits à tisser des réseaux robustes avec des prestataires de service de soutien à Anvers. Cela va du soutien dans la vie quotidienne à l'aide psychologique.

Nous tentons de placer Caritas International sur la carte de l'aide sociale à Anvers. Une belle collaboration a été nouée avec Paloma Vlaanderen (résidences-services) qui recherchait un concierge tandis que nous cherchions un logement pour une famille. Une famille, qui a été hébergée temporairement chez nous, a pu trouver un logement abordable et adapté.

La plus grande entrave à notre bon fonctionnement est la difficulté pour nos clients à trouver des logements en location abordables compte tenu de la pénurie. Le marché de l'immobilier est tellement saturé qu'il est pratiquement impossible pour une personne aux revenus limités ou en situation de handicap de trouver un logement abordable. Nous sommes pourtant en mesure de trouver des solutions en activant nos réseaux, en mobilisant les amis, les connaissances, les propriétaires solidaires ou les propriétaires de bonne volonté. Des personnes doivent parfois être hébergées d'urgence ou accueillies dans un centre pour sans-abris ou sans domicile fixe après avoir été expulsées de leur logement.

TVU : des réfugiés vulnérables en transition

TVU est l'abréviation de transition vulnérables. Ce service s'adresse à des personnes réfugiées vulnérables qui se trouvent en transition et qui bénéficient d'un accompagnement pendant plusieurs mois. Fedasil, qui en Belgique est chargée de l'accueil des personnes sollicitant la protection internationale, sélectionne les personnes susceptibles de bénéficier d'un soutien TVU.

Chez **TVU Anvers**, 28 places sont disponibles. Pendant huit mois, un coach accompagne des familles de manière intensive dans le cadre d'un parcours d'intégration. Au cours de cette période, les familles ou les personnes seules suivent des cours de néerlandais ou entament leurs recherches pour trouver un logement.

Par ailleurs, l'équipe veut également faire découvrir aux réfugiés les beaux côtés de la ville : les différentes activités, souvent gratuites, que la ville organise tant pour les enfants que les adultes, la cohabitation de plusieurs cultures, les restaurants à l'offre variée et les supermarchés proposant des mets de leurs pays d'origine. Une visite a également été organisée au musée du jouet.

Trouver un logement relève toujours de l'exploit. Pourtant, la famille syrienne E., qui s'est réfugiée en Belgique, n'a jamais abandonné. Après sept mois en Belgique, elle est parvenue à trouver son premier logement permanent. L'équipe en est très fière !

TVU Liège accueille de plus en plus de personnes vulnérables sur le plan psychique. Une tendance qui elle aussi demande une réponse adaptée.

La plupart des demandes d'accueil émanent de personnes seules, les familles ne représentant que la minorité des demandes. Parfois, nous sommes contraints d'en refuser, car les logements ne sont pas adaptés. À l'avenir, nous espérons pouvoir réaliser certains aménagements.

En 2024, les bénéficiaires ont également éprouvé des difficultés à trouver un logement à Liège. Les loyers sont élevés, tout comme les exigences des propriétaires. Une situation extrêmement frustrante pour nos équipes et pour les personnes en quête d'un logement. Pour y remédier, nous espérons encore renforcer notre collaboration avec les propriétaires solidaires et les agences immobilières sociales.

L'année dernière 19 familles ont été accompagnées par **TVU Bruxelles**. Deux familles nombreuses ont pu trouver un logement grâce à la collaboration avec des propriétaires solidaires. Au total, 12 familles ont trouvé un logement après six mois d'accompagnement. Les vulnérabilités médicales ou psychologiques des familles accompagnées ne cessent de s'aggraver. En pratique, six mois ne suffisent souvent pas pour préparer correctement des familles à une existence autonome. Trouver un logement adapté avant la fin du délai relève souvent de la course contre la montre. Autre problème : il n'est pas toujours évident de trouver un service social à même de reprendre l'accompagnement après la période en TVU. Une situation qui est loin d'être idéale pour les familles.

Des familles de Gaza

En 2024, l'équipe de TVU Liège a accueilli une famille qui avait été évacuée de Gaza. Une mère et ses six enfants en situation de vulnérabilité. L'équipe de Liège a vu dans leur désignation un signe de reconnaissance de l'expertise accumulée en matière d'accueil de personnes vulnérables.

Deux familles évacuées de Gaza avec de graves problèmes médicaux ont dû être accueillies chez TVU Bruxelles. Accueillir de telles familles est toujours un grand défi, tant sur le plan administratif que psychosocial. L'équipe a été très heureuse de pouvoir aider ces personnes vulnérables à vivre dans de meilleures conditions.

Youth In Transit Malines est un centre résidentiel ouvert qui héberge 17 mineurs non accompagnés âgés de 15 à 18 ans. Les jeunes sont ensuite réorientés vers un plus grand centre d'accueil après s'être vu octroyer la « protection subsidiaire » ou reconnaître officiellement comme réfugiés. Concrètement, cela veut dire que l'on mise sur une intégration la plus rapide possible pour pouvoir fonctionner au sein de la société belge.

Ces jeunes, qui nous ont été confiés par Fedasil, bénéficient tous d'un appartement pour les préparer à leur prochaine situation de vie. Ils vivent pour ainsi dire en pleine autonomie, à ceci près qu'un soutien est disponible dans l'immeuble d'appartements. Si ces jeunes ont des questions ou des problèmes, ils peuvent toujours demander de l'aide.

Nous travaillons avec eux sur divers domaines de la vie essentiels pour devenir un adulte responsable. Parmi les thèmes abordés figurent notamment la prise de rendez-vous, l'ordre et l'hygiène, l'école, les compétences sociales, le temps libre, l'administration et le développement personnel. Tous les trois mois, les jeunes sont évalués par leur accompagnateur individuel qui établit ensuite un plan de développement personnel. Il s'agit d'une approche sur mesure qui tient compte des points forts et des points faibles de chaque jeune. Lors de séances de groupe obligatoires, les jeunes reçoivent des informations sur des thèmes essentiels pour s'intégrer en Belgique.

Vacances à Ostende

Grâce au don généreux d'un donateur à Caritas International, les collègues de Malines ont eu la possibilité d'aller plusieurs jours à Ostende avec les jeunes. Deux accompagnateurs et huit jeunes ont séjourné trois jours à l'hôtel de la Mutualité chrétienne, « Vayamundos ». C'est la première fois qu'ils allaient à l'hôtel et qu'ils voyaient la mer.

M.H., une jeune fille de Somalie, est l'une des jeunes de YIT Malines. Dans son pays d'origine, elle n'a jamais pu aller à l'école, mais en Belgique, elle a suivi des études d'infirmière ! Elle travaille désormais dans un centre de services de soins et de logement, où elle apporte sa contribution à notre société.

En août, grâce à un don de l'ASBL Agir ensemble, les jeunes de **YIT Bruxelles** ont pu partir en camp à la mer. Douze d'entre eux ont pu faire du vélo, aller à la plage et faire du sport. Cette initiative a rencontré un franc succès auprès des jeunes et les a incités à faire davantage d'activités pendant l'année scolaire. Ce genre d'activités leur permet d'échanger et de se détendre.

En 2024, YIT Bruxelles a accompagné 22 jeunes. Huit d'entre eux ont atteint l'âge de 18 ans et ont trouvé leur propre logement.

Les mineurs non accompagnés doivent assumer de nombreuses responsabilités. Le regroupement familial est extrêmement compliqué. En 2024, deux familles sont arrivées à Bruxelles : une famille de six personnes et l'autre de huit. Elles ont été réunies avec des jeunes accompagnés par Youth in Transit.

Les regroupements familiaux sont toujours des moments touchants, mais aussi stressants, car il a été presque impossible pour les jeunes de trouver un logement suffisamment spacieux à temps.

© Caritas International Belgium

Mansoor, un réfugié afghan de 17 ans, a été épaulé pour devenir chef cuisinier et bénéficie désormais d'un contrat d'apprentissage. « Je travaille cinq jours par semaine et je vais deux jours à l'école. Le jeudi, nous cuisinons et le vendredi, nous avons des cours de français, d'économie et de mathématiques… »

Les jeunes de **YIT Liège** ont pris part à des ateliers organisés par une radio locale. Ils ont également participé à une émission dans le cadre de la Journée internationale des migrants.

En 2024, des filles sont venues rejoindre le groupe de jeunes à Liège, ce qui a apporté de la diversité, mais a requis des ajustements dans l'accompagnement.

En raison des longs délais d'attente pour trouver une place en YIT, les jeunes hébergés approchent de plus en plus souvent des 18 ans. Ils restent moins longtemps chez nous, le renouvellement est plus intense. Il va sans dire que cela représente un grand défi pour l'équipe qui n'a que quelques mois pour préparer les jeunes à la vie en autonomie et à trouver un logement en dehors des structures de Caritas.

Le nouveau projet « Buddies for refugees » à Liège est conçu pour aider les jeunes à tisser leur propre réseau. Les jeunes qui le souhaitent peuvent avoir un parrain ou une marraine issus de notre groupe de volontaires.

Quoi d'autre encore ?

En 2024, l'équipe à Bruxelles s'est étoffée d'un nouveau coordinateur et de quatre collègues. Les expériences des anciens et les idées des nouvelles recrues ont enclenché une dynamique encore plus forte. Des outils ont été imaginés afin de pouvoir proposer des ateliers aux jeunes et aux familles sur des thèmes tels que la sécurité, les premiers soins, l'alimentation, le sommeil et la gestion du stress.

© Caritas International Belgium

Chez TVU et YIT Liège, plusieurs partenariats ont été scellés l'année dernière : avec CRIPEL (pour les cours), CLAJ (pour trouver des logements), Solidarcité (service citoyen), SIDASOL (sensibilisation à la santé sexuelle) et MOBILEA (un réseau pour la santé mentale). Ces partenariats sont cruciaux pour l'évolution des projets et pour en accroître la visibilité.

High Care Mortsel

Le projet High Care à Mortsel accueille des personnes qui viennent d'obtenir un titre de séjour, mais qui sont confrontées à des problèmes médicaux ou psychiatriques tels qu'elles ne peuvent pas directement emménager dans leur propre logement. Dans le cadre de notre projet, nous cherchons à leur apporter un soutien administratif, médical et psychosocial pour les aider à vivre en autonomie dans une forme de logement adapté. La plupart du temps, les résidents demeurent au moins 6 mois chez High Care, parfois un peu plus longtemps. 10 places y sont disponibles (pour des personnes seules ou des familles), le renouvellement n'y est dès lors pas très important.

En 2024, 17 résidents ont bénéficié de notre aide. Pour la plupart, ils venaient de Palestine (Gaza) et d'Afghanistan. Certains venaient de Somalie, d'Angola, de Turquie, du Burundi, de RD Congo, du Liban et d'Arabie saoudite. 6 personnes souffraient de problèmes psychiatriques, d'autres d'une maladie grave ou d'un handicap mental et/ou physique. 3 personnes âgées ont également résidé dans ce centre (75, 75 et 85 ans).

5 résidents ont pu quitter notre structure d'accueil temporaire. Ils ont trouvé leur propre logement, ont bénéficié d'une place dans un centre de résidence-soins, dans une résidence-services, ou dans un logement partagé. Hélas, nous avons perdu tout contact avec un résident qui a quitté le centre.

Le quotidien dans notre centre High Care est parfois « mouvementé ». Des interventions médicales d'urgence sont parfois nécessaires, avec l'aide ou non de la police ou des pompiers.

La collaboration avec des partenaires externes, une infirmière à domicile, un médecin de famille et la maison médicale Ter Linden à Edegem, a été une fois de plus d'une importance capitale. Les services de soins à la famille Korian et Vleminckveld nous ont également été d'une aide précieuse. En cas de besoin, nos aides ménagères et nos aides-soignantes ont également aidé nos clients à faire leurs courses, à préparer leurs repas, à faire la lessive et à nettoyer. Nous avons également pu nous féliciter d'une excellente collaboration avec l'hôpital psychiatrique Multiversum, un cabinet de kinésithérapie, le service de revalidation Revarte, l'hôpital universitaire d'Anvers et les centres hospitaliers GZA et Aan de Stroom, le CPAS, l'organisation de lutte contre la pauvreté In De Buurt entre autres nombreux partenaires.

L'année dernière, nous avons reçu plusieurs fois la visite d'un ancien résident qui est aujourd'hui pleinement autonome. Lorsqu'il est arrivé chez High Care, il était confronté à de graves problèmes psychiques et psychiatriques. Il ne communiquait pas, souffrait de malnutrition, s'automutilait et sombrait dans la psychose. Les perspectives n'étaient pas encourageantes. Mais cet homme a bénéficié des bons médicaments et petit à petit il a pu reprendre confiance en lui en dépit de la barrière de la langue. L'équipe s'est chargée avec lui de ses démarches administratives et a cherché pour lui l'aide médicale et psychique nécessaire. Dès le début du parcours d'intégration civique, il a bénéficié d'un soutien. Son état a alors commencé à s'améliorer progressivement. Ce résident avait introduit une demande de logement social et par chance, il a pu trouver un petit studio. L'équipe lui a prêté main-forte pour préparer son déménagement. Notre ancien résident vit donc désormais en autonomie, parle un peu néerlandais et a un vélo pour travailler comme livreur de repas. Cela fait tellement plaisir à l'équipe High Care de voir un ancien résident faire d'aussi beaux progrès.

Nous avons aussi été en mesure d'aider une ancienne résidente originaire d'Afghanistan à renouer le contact avec son petit-fils. La Croix-Rouge avait retrouvé sa trace en Iran. Un moment très émouvant. Le quotidien d'High Care Mortsel n'est pas uniquement marqué par le traumatisme et la tristesse, l'espérance et l'amour le réhaussent également.

Collaboration avec le CPAS de Louvain

Les personnes qui quittent un centre d'accueil ou qui arrivent en Belgique ne sont pas les seules à devoir relever d'immenses défis, c'est également le lot des personnes qui, quelque temps après leur arrivée, ne parviennent pas à s'en sortir soit en raison de revers, d'une situation familiale compliquée ou d'autres facteurs. Dans de telles circonstances, la vie peut devenir bien compliquée. Caritas a noué une collaboration avec le CPAS de Louvain pour les familles vulnérables qui se trouvent dans cette situation. Pendant une année, celles-ci sont accompagnées en toute confidentialité tout en tenant compte de leur contexte culturel. Les collaborateurs de Caritas les soutiennent lors de leur parcours, tentent de régler leurs problèmes et de trouver des solutions réalistes compte tenu des besoins de chacun des membres de la famille. Le réseau de soutien local est également sollicité pour ancrer l'accompagnement. En 2024, 15 familles ont bénéficié de ce genre de soutien à Louvain.

Réinstallation de familles et voies d'accès légales

L'équipe de réinstallation de Caritas International aide les nouveaux arrivants à aplanir toute une série de difficultés pour faire les premiers pas dans notre société. Nous optons pour une approche diversifiée octroyant un rôle prépondérant aux experts de vécu, et ce, en collaboration avec de nombreux partenaires : les services publics, les autorités locales et les CPAS, les écoles, les volontaires, les organisations de la société civile.

En cas de réinstallation, les autorités d'un pays acceptent d'accueillir des réfugiés en situation de vulnérabilité qui ne peuvent pas retourner dans leur pays et qui ne peuvent pas non plus rester dans le pays de transit.

Les voies d'accès sûres et légales sont un moyen de permettre à des personnes en fuite qui n'ont plus aucune perspective d'un avenir digne dans la région de premier accueil de bâtir un avenir durable dans un pays sûr. Ce mécanisme représente également une forme de solidarité envers les pays qui accueillent le plus grand nombre de réfugiés. Pour les personnes qui empruntent cette voie pour arriver en Belgique, le parcours ne s'arrête évidemment pas à l'aéroport de Zaventem. En collaboration avec Fedasil et d'autres acteurs, Caritas organise le soutien afin d'orienter ces nouveaux arrivants et de leur permettre de s'intégrer dans la société.

Ainsi, dans le cadre du programme « Peer 2 Peer », nous avons organisé 13 ateliers collectifs pour les réfugiés réinstallés sur des thèmes tels que le choc culturel, la gestion d'un budget, les normes et les valeurs et les rôles de genre. Lors de ces ateliers, des participants issus du même contexte culturel peuvent parler de leurs expériences, de leurs préoccupations et de leurs difficultés dans un environnement de confiance. Ces ateliers sont animés par nos médiateurs interculturels. Nos « ambassadeurs », des experts de vécu qui vivent depuis quelque temps déjà en Belgique, y participent également.

Community Sponsorship

40 volontaires, répartis dans 6 groupes d'accueil, ont soutenu 6 familles réinstallées (soit 21 personnes au total) dans leurs premiers pas au sein de la communauté belge. Ce programme n'est autre que le Community Sponsorship — le parrainage par la communauté. Dans le cadre de la collaboration avec Fedasil, Caritas se tient à la disposition des groupes de volontaires et des familles qu'ils appuient. L'équipe de Caritas dispense des formations, réalise des évaluations, apporte un soutien administratif et tient le service d'assistance. Cette approche qui allie accueil personnalisé et humain et cadre formel de soutien semble très bien fonctionner, tant pour les nouveaux arrivants que pour les communautés locales qui les accueillent.

Dans le système des voies d'accès sûres et légales, l'accent n'est pas uniquement placé sur les personnes vulnérables. En 2024, un projet pilote financé par l'UE, EU Passworld, a été clôturé. Il octroyait la possibilité à des étudiants en exil de terminer leurs études supérieures chez nous, leur offrant ainsi des perspectives d'avenir. L'année dernière, grâce à la collaboration entre Caritas, Fedasil, la KU Leuven, l'UCL, le Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR) et d'autres acteurs, 7 étudiants ont été en mesure de reprendre leurs

© Caritas International Belgium

études dans l'une des deux universités participantes. Ils ont bénéficié du soutien de volontaires qui, conformément au modèle de community sponsorship, se sont engagés à les épauler pendant un an et pouvaient solliciter l'aide de l'équipe d'intégration.

Les expériences glanées dans le cadre du projet pilote s'avèrent très utiles. Aux côtés de nos partenaires, nous sommes désormais mieux à même de définir des projets de cette nature à l'avenir en Belgique. Trois autres universités se sont déjà dites disposées à participer en 2025.

Stephen étudie l'anthropologie à la KU Leuven dans le cadre du projet EU Passworld : « Grâce au groupe d'accueil, j'ai un peu l'impression d'avoir une famille en Belgique. Quand j'ai besoin d'aide ou en cas de problème, il me suffit d'envoyer un mail et on vient m'aider. »

2024 EN QUELQUES CHIFFRES	
COMMUNITY SPONSORSHIP	
# de personnes réinstallées	**21**
# de groupes d'accueil	**6 parcours entamés**
# de volontaires actifs	**40**
PEER2PEER	
# de participants uniques	**162**
# de participations	**257**
# d'ateliers	**13**
# d'ambassadeurs actifs	**4**
EU PASSWORLD	
# d'étudiants	**7**
# de groupes d'accueil	**2**
# de volontaires	**11**
# d'universités	**2**
LOUVAIN	
# de familles accompagnées	**15**

IFAS à Liège

2024 a été une année émaillée de défis pour le projet IFAS (Interculturalité, Formation, Autonomie et Sociojuridique) à Liège. En réalité, IFAS combine trois projets axés sur l'accompagnement de personnes vulnérables d'origine étrangère.

Un service sociojuridique

Le service sociojuridique d'IFAS a pu renforcer ses activités grâce à la collaboration entre deux collègues, une juriste et une assistante sociale. En 2024, près de 100 dossiers juridiques et 60 dossiers sociaux ont été ouverts dans ce service. L'assistante sociale a suivi une formation au regroupement familial afin d'épauler la juriste. Ces deux-là forment un beau duo et sont également à la disposition d'autres projets à Liège.

Auton'home

Chez Auton'home, la professionnalisation de l'équipe se poursuit grâce à différentes formations. L'approche a été revue en profondeur pour travailler de manière encore plus efficace.

Auton'home apporte un soutien en matière de logement à des personnes d'origine étrangère dotées d'un titre de séjour stable. La durée de l'accompagnement va de 3 mois à 3 ans. Toutes les semaines, les bénéficiaires ont la possibilité de recevoir une visite d'un accompagnateur psychosocial de Caritas. Ensemble, ils abordent tous les problèmes, un à un. Il peut s'agir de problèmes tant administratifs, sociaux, médicaux que familiaux, mais un soutien à l'intégration dans la société ou des formations sont également possibles. Les questions abordées sont très concrètes : une facture, un contrat de location, le tarif social, un relevé de compteur, les droits et les obligations des locataires, des mesures d'économies d'énergie pour le logement, l'établissement d'un budget ou même comment trouver des meubles.

L'équipe d'Auton'home est composée de 5 collaborateurs. Chaque année, ils viennent en aide à environ 50 ménages.

L'année dernière, 2 services supplémentaires ont été lancés : une permanence téléphonique et une permanence physique qui ont permis d'encore renforcer le soutien en matière de logement.

Service formations

À Liège, nous disposons d'un service qui propose des formations. En 2023-2024, 96 personnes en ont profité. 82 personnes ont appris à lire, à écrire et à calculer, ont étudié le français ou ont suivi une formation à la citoyenneté. Aussi, une formation à la citoyenneté en russe a été envisagée, en fonction des besoins que nous constatons sur le terrain.

Les élèves ne bénéficient pas uniquement de cours classiques. Nos enseignants font preuve d'une grande créativité et les ont emmenés découvrir la ville ou les ont invités au cinéma ou au théâtre. Ou comment allier l'utile et l'agréable !

Service social

BÉNÉFICIAIRES DU SERVICE SOCIAL (5 PRINCIPAUX PAYS)		
	2024	2023
Brésil	**640**	**611**
Belgique	**119**	**86**
Afghanistan	**99**	**82**
Guinée	**90**	**65**
Syrie	**90**	**92**

Le service social de Caritas International a traité 2036 dossiers en 2024.

L'équipe a dû réaliser son travail dans un contexte international épineux. Les séquelles de la pandémie de Covid-19, mais aussi l'impact des guerres en Ukraine et à Gaza et des autres conflits armés dans le monde ont des répercussions négatives.

Le service social est consulté plus fréquemment, souvent par des personnes d'origine étrangère. Des problématiques juridiques, administratives, psychosociales ou matérielles très différentes sont traitées par le service de première ligne. Les travailleurs sociaux écoutent les récits des clients et tentent d'y répondre de leur mieux. Les situations sont parfois tellement compliquées qu'un accompagnement à long terme est inévitable. Dans certains cas, il est nécessaire de réorienter le client vers des services ou des structures plus spécialisées.

Logement

Le logement est une urgence pour de nombreuses personnes. Les logements sociaux sont bien trop peu nombreux, et sur le marché locatif, l'offre est limitée, les loyers sont élevés et la discrimination sévit. Certaines personnes n'ont d'autre choix que de vivre dans des logements insalubres proposés ou non par des marchands de sommeil.

Les répercussions de la crise de l'accueil touchent toujours le service social : souvent, les demandeurs de protection internationale ne trouvent pas de place en accueil et sont donc réduits à vivre dans la rue. Sans parler des personnes sans-abri. Nombre de ces personnes ne trouvent pas de place dans l'accueil d'urgence.

Certains sont confrontés à des problèmes psychologiques et psychiatriques, ce qui les rend encore plus vulnérables. Accompagner ces personnes est un défi de taille.

Retour volontaire

En 2024 encore, le service social a reçu de nombreuses demandes de retour volontaire. Elles émanent de personnes qui espéraient trouver ici un avenir meilleur ou plus sûr, mais qui se sont heurtées à une réalité compliquée ou qui ont même été exploitées. Parfois, elles ne sont pas parvenues à trouver un travail ou un logement. Les conditions de vie difficiles les contraignent à envisager un retour volontaire.

Au cours des dernières années, un nombre interpellant de personnes originaires d'El Salvador, de Colombie, du Pérou, du Vénézuéla, d'Équateur et du Paraguay se sont retrouvées dans cette situation. Deux tiers d'entre elles étaient des hommes souvent seuls. Ils avaient en moyenne 36 ans, contre 38 pour les femmes dans cette même situation.

Regroupement familial

Le service social doit également souvent se pencher sur des cas de regroupement familial. En 2024, 216 demandes ont été reçues, soit par téléphone, soit par courrier électronique. 153 nouveaux dossiers de regroupement familial ont été ouverts. L'accompagnement dans de tels dossiers s'étale souvent sur des mois, voire une ou plusieurs années. À cause d'un manque de personnel, nous avons dû limiter nos services en la matière.

Beaucoup de Palestiniens ont introduit de nombreuses demandes auprès du service social, dans l'espoir de parvenir à un regroupement familial. Là aussi, des problèmes ont été à déplorer pour l'obtention des visas nécessaires. Par ailleurs, quitter les territoires palestiniens est loin d'être une évidence.

LES PROBLÈMES LES PLUS FRÉQUENTS	
Séjour	**276**
Services publics	**264**
Logement	**93**
Vie quotidienne	**74**
Détention dans un centre fermé	**66**
Finances	**60**
Sécurité sociale	**34**
Aide matérielle *(*)*	**30**
Relations familiales	**25**
Santé	**25**
Études/formation	**24**
Travail	**23**
Autre	**19**

(*) Notamment, de l'aide alimentaire, des vêtements, des articles pour bébé, des meubles, des fauteuils roulants.

InfoKiosk BXL

Caritas International a participé en tant que partenaire au projet AccessIN du Fonds « Asile, migration et intégration » (AMIF) de l'UE. Les auteurs de ce projet, aux côtés de partenaires académiques et opérationnels en Belgique, en Allemagne, en Espagne et en Hongrie, cherchent à identifier les obstacles auxquels sont confrontés les personnes migrantes qui prétendent à leurs droits fondamentaux (travail, soins médicaux, logement, aide sociale et enseignement).

Une équipe de Caritas a décidé de mettre les connaissances accumulées en pratique et a ouvert pendant une année InfoKiosk BXL, un guichet unique auquel les personnes migrantes pouvaient s'adresser pour obtenir des informations sur la vie à Bruxelles pour les nouveaux arrivants.

Tutelle

L'année dernière, l'équipe des tutelles, le service d'assistance et le projet MENA étaient composés de 15 collaborateurs. 13 de ces collègues ont suivi des mineurs non accompagnés soit comme tuteurs, soit dans le cadre d'un autre mandat. Les deux autres membres de l'équipe sont un coordinateur et un médiateur interculturel.

La plupart des membres de l'équipe sont également actifs dans le projet Xtra MENA ou au sein du service de helpdesk. Deux structures qui ont chacune leur personne de référence.

Les tuteurs sont un repère pour les mineurs qu'ils soutiennent, et ce, dans tous les domaines de la vie. Ils veillent à ce que chaque mineur puisse faire valoir ses droits et tentent d'apporter une réponse sur mesure aux nombreuses questions que se posent ces jeunes.

« La collaboration avec le Service des tutelles du SPF est excellente », nous explique Laurence Bruyneel, coordinatrice de l'équipe des tuteurs. « On nous sollicite régulièrement pour partager notre expérience et aussi pour formuler des recommandations. »

Xtra MENA, pour les jeunes en transit

Nous sommes de plus en plus confrontés dans notre pays à des mineurs non accompagnés « en transit ». Ces jeunes réfléchissent à leur avenir ou tentent de gagner un autre pays, le plus souvent, le Royaume-Uni.

Lors de leur séjour en Belgique, dans un premier temps, ils n'ont pas l'intention de s'intégrer dans notre société. Ils évitent non seulement le contact avec les autorités, mais aussi avec les associations. Ils n'introduisent pas de demandes de protection internationale. En conséquence, ces jeunes sont livrés à eux-mêmes dans leurs relations avec des jeunes du même âge, mais aussi parfois avec des réseaux de passeurs. Ils nourrissent une méfiance extrême à l'égard des autorités. Ils sont souvent mal informés et refusent de laisser leurs empreintes digitales.

Travailler avec eux est à la fois compliqué et essentiel. Très souvent, lors de leur trajet d'exil, ils reçoivent des informations erronées. Voilà pourquoi ces jeunes éprouvent des difficultés à prendre des décisions intelligentes sur leur avenir et à jauger leurs droits.

Notre projet Xtra MENA vise à les sensibiliser, informer, former et accompagner. Nous cherchons à fournir ces informations correctes aux jeunes en transit et à former les personnes qui travaillent directement ou non avec eux. Nous allons à leur rencontre là où ils se trouvent et nous leur expliquons leurs droits en Belgique et dans d'autres pays. S'ils le souhaitent, nous les aidons également à trouver leur place dans le système de notre pays.

Deux fois par semaine, nous organisons une consultation sur le préaccueil pour les mineurs non accompagnés en transit : au centre Dubrucq du Samu Social et au centre AMRAN de BelRefugees. Toutes les semaines, nous sommes également disponibles au centre de jour de la Croix-Rouge au Hub humanitaire. Nous sommes également présents une semaine sur deux chez Sister's House, un lieu d'accueil de la Plateforme citoyenne qui collabore avec SOS Jeunes. À la demande de nos partenaires, nous nous rendons également dans d'autres lieux, comme des squats, des centres de Fedasil et d'autres structures d'accueil tenues par des associations. Nous allons partout où nous sommes appelés.

Nous travaillons surtout sur une base individuelle, en accompagnant les jeunes qui en font la demande. Nous organisons également des séances d'information collective.

En 2024, dans le cadre de notre programme de formation, nous sommes restés actifs dans les centres d'observation et d'orientation de Fedasil. Nous y avons sensibilisé le personnel à la situation des mineurs en transit, ce que nous avons également fait dans les centres Dubrucq et AMRAN.

Nous entretenons des contacts réguliers avec des associations du Royaume-Uni et de France qui travaillent également avec des mineurs non accompagnés en transit. Nous pouvons de la sorte échanger des informations sur les différents contextes afin d'améliorer leur accompagnement.

L'année dernière, nous avons été en contact avec 372 jeunes en transit. La plupart venaient d'Érythrée et d'Éthiopie. 41 % des jeunes rencontrés venaient d'Érythrée. Nous avons également constaté une hausse sensible du nombre d'Éthiopiens : 35 % des jeunes rencontrés. La plupart d'entre eux venaient de la région d'Oromia. Nous avons également rencontré des jeunes du Soudan, de Palestine, de Gambie, d'Afghanistan et du Maroc.

96 % des mineurs étaient des garçons. Les filles sont donc très minoritaires. Plus de 90 % des garçons avaient entre 16 et 17 ans, mais certains étaient encore plus jeunes.

Soutien pour les tuteurs

Depuis avril 2015, les tuteurs de la cellule d'aide aux mineurs non accompagnés dispensent des formations et apportent un soutien aux tuteurs francophones en Belgique. Cette activité est née d'une demande du SPF Justice. Les tuteurs doivent être polyvalents ; ils doivent maîtriser des matières diverses et compliquées. Souvent, ils doivent se débrouiller seuls.

Le but du projet pour les tuteurs francophones est de renforcer leurs capacités, *a fortiori* s'ils n'ont pas beaucoup d'expérience ou s'ils sont confrontés à des problèmes. Les formateurs cherchent à consolider leurs connaissances, à encourager le réseautage, à fournir des outils et à donner la possibilité d'échanger des expériences.

En 2024, des formations et des activités de soutien ont été organisées à Bruxelles, Namur, Liège et Charleroi, en personne ou en ligne.

Réintégration: près de 1. 696 personnes accompagnées lors de leur retour volontaire

Notre équipe Réintégration œuvre au quotidien afin de soutenir les personnes migrantes qui décident de retourner volontairement dans leur pays d'origine. Ce soutien commence en Belgique avec une étroite collaboration entre Caritas International, Fedasil et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Le programme prévoit un soutien lors de la préparation du voyage et lors de la réintégration après le retour dans le pays d'origine.

Un soutien spécifique est planifié dans les pays d'origine, où nous travaillons avec un réseau d'ONG partenaires pour suivre les personnes rapatriées dans leur parcours de réintégration sur place. Sur la base des échanges quotidiens avec les différents partenaires locaux de réintégration, nous partageons régulièrement avec Fedasil les informations que nous recueillons pour apporter d'éventuelles améliorations à l'avenir à ce programme.

Depuis avril 2022, nous apportons non seulement un soutien à la réintégration aux personnes qui souhaitent quitter volontairement la Belgique, mais aussi d'autres pays européens dans le cadre du EU Reintegration Program (EURP) : aux côtés de 23 partenaires, nous proposons également nos services aux rapatriés volontaires quittant d'autres pays européens. En 2024, il s'agissait de près de 5. 200 personnes.

L'équipe de réintégration se compose de 10 responsables régionaux. Chaque collaborateur suit un ou plusieurs pays et est au fait de leurs contextes et récentes évolutions.

En 2024, notre équipe a organisé un accompagnement pour 1. 696 personnes, dans le cadre de 1 045 dossiers. Des visites de partenaires, des formations et des moments d'échange ont également eu lieu.

En juin 2024, l'équipe à Bruxelles a reçu les partenaires du Kirghizistan, de Tchétchénie et du Pakistan dans le cadre d'une semaine conjointe pour les partenaires avec l'OIM sur « les familles avec enfants ». En octobre, une semaine similaire a également eu lieu au Népal, rassemblant des collègues du Népal, d'Inde, du Bangladesh, du Kirghizistan, du Kazakhstan, du Tadjikistan et de Mongolie.

Zia Ul Badar a participé à l'une de ces semaines au nom de l'organisation pakistanaise Reintegration Support Services. « Au Pakistan, nous ne tarissons pas d'éloges sur l'accompagnement apporté par Caritas International aux rapatriés », souligne Badar. « Un accompagnement sérieux et très précis. »

En mars 2024, Caritas International a lancé le projet « Strenghtening Reintegration Counseling » (SRC - Renforcement du conseil à la réintégration) en vue de renforcer les capacités de conseil en matière de retour et de réintégration au sein des organisations de la société civile dans divers pays européens. Nous collaborons avec 6 partenaires dans le cadre de cette initiative. Nous partageons des informations et des expériences et cherchons à améliorer le travail des participants dans ce domaine.

Dans le cadre du projet CONEX, des efforts supplémentaires sont consentis pour fournir des informations correctes et complètes pour les personnes migrantes en précarité lors de leur séjour. Des séances d'informations ont été organisées pour les migrants et les services de première ligne.

Caritas International était présente tous les jours au point d'informations Bordet (Bruxelles) afin de fournir des informations sur les droits des personnes reconnues ou des personnes en séjour illégal. La présence de Caritas International à Bordet n'est pas liée à la réintégration, mais s'inscrit plutôt dans le cadre d'une collaboration plus étendue avec Fedasil ; des collègues de Caritas sont principalement mobilisés pour répondre à tous types de questions sociojuridiques de première ligne.

RETOUR (10 PRINCIPAUX PAYS)	
Brésil	**665 personnes**
Moldavie	**319 personnes**
Géorgie	**101 personnes**
Colombie	**79 personnes**
Pakistan	**48 personnes**
El Salvador	**42 personnes**
Arménie	**41 personnes**
Irak	**38 personnes**
Russie	**36 personnes**
RD Congo	**28 personnes**

Notre organisation
Au service de chacun

Soft HR

En 2024, les descriptions de fonction de tous les travailleurs de Caritas International et de Caritas Wallonie ont été revues, soit quelque 220 documents au total. Le bureau de conseils Hudson nous a prêté main-forte pour établir une classification des fonctions et les barèmes salariaux ont été adaptés pour être conformes au marché. Ce nouveau système sera appliqué à compter de janvier 2025 par Caritas International et Caritas Wallonie.

Une analyse psychosociale a été réalisée au centre d'accueil de Ransart (Charleroi). Un plan d'action a également été mis en place pour améliorer le fonctionnement du centre.

L'équipe de Soft HR a collaboré avec l'entreprise My Health Partner pour mettre au point une procédure pour garantir le bien-être du personnel. Dans le cadre de la collaboration, une plateforme interactive a été lancée ; les travailleurs de toutes les entités peuvent y bénéficier d'un soutien psychologique tant pour leur vie professionnelle que privée.

L'exécution du plan de formation a continué. Des cours de gestion des agressions ont été proposés aux collaborateurs de première ligne. D'autres formations ont porté sur la prévention et la sécurité et sur la gestion d'équipes.

Nous avons également commencé à utiliser l'outil informatique de SD Worx qui nous aide à mieux gérer les demandes de formation et à en faciliter l'accès pour tout le monde.

Administration des salaires

Le nouvel outil de planification Protime a été introduit pour les travailleurs qui exercent leur fonction au sein du centre d'accueil de Caritas Vlaanderen. Les centres collectifs en Wallonie suivront. Nous avons travaillé aux côtés de SD Worx pour une gestion sans accroc de leurs salaires.

Les collègues de l'administration des salaires ont bénéficié d'une formation sur la nouvelle législation relative au traitement du pécule de vacances chez les anciens employeurs pour les personnes qui entrent en fonction chez Caritas.

Compte tenu de la diversité des entités juridiques, la complexité du travail du service personnel ne peut être sous-estimée. Il existe également divers commissions paritaires et règlements. Nous analysons l'opportunité de mettre en place un système de tickets pour traiter de manière plus efficace les questions des travailleurs.

Afin d'optimiser notre fonctionnement interne, un nouveau cadre a été établi pour le volet administratif des entrées en fonction et les innombrables changements d'horaire tout au long de la carrière des travailleurs.

Concertation sociale

Un conseiller en prévention à temps plein est venu renforcer les rangs de Caritas. Il travaille pour toutes les entités juridiques suivies par notre service du personnel dans une approche transversale.

Caritas International et CAP Brabantia ont été reconnues comme une seule unité d'exploitation pour les élections sociales. Ces dernières se sont tenues en mai 2024.

Le nouveau conseil d'entreprise et le nouveau comité pour la prévention et la protection au travail (CPPT) ont été investis en juillet 2024. Tous les documents officiels nécessaires ont été établis pour les premiers rassemblements de ces organes de concertation (informations économiques et financières pour Caritas International et CAP Brabantia, règlement interne revus).

Effectifs au 31 décembre 2024

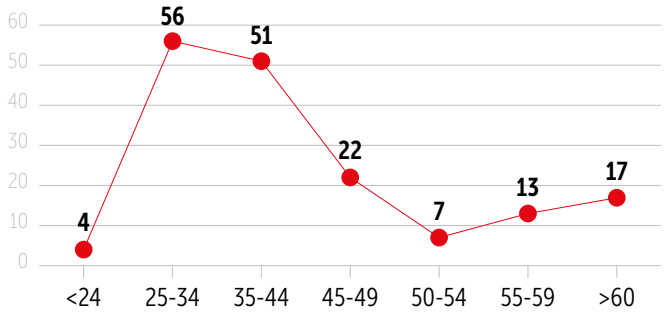
Ces chiffres concernent uniquement le personnel de Caritas International en Belgique. Certains projets en Belgique sont mis en œuvre avec nos partenaires privilégiés et leurs équipes : Caritas Vlaanderen, Caritas Wallonie, le CAP Brabantia.

A l'étranger, nous travaillons avec des partenaires nationaux. Des représentants de Caritas International sont en poste dans une série de pays prioritaires : Burundi, RD Congo, Niger, Éthiopie, Ouganda et Bosnie pour les Balkans et la Palestine. Pour certains projets en Belgique et à l'étrangers, nous faisons appel à du personnel externe rémunéré.

Membres du personnel par service

Logistique et gestion immobilière	19
Direction	3
Asile et Migration / Accueil	65
Asile et Migration / Programmes sociaux	24
Communication & Mobilisation	17
Finances	17
Urgence & Développement	12
Ressources humaines	11
IT & ERP	2
Nombre total de membres du personnel	170

Répartition du personnel par tranche d'âge



Éthique et intégrité

Toute personne ayant des raisons de douter de l'intégrité de Caritas peut le signaler à l'adresse ombudsman@caritas.be ou par téléphone au : +32 476 47 23 23.

Notre charte éthique, ainsi que toutes les dispositions prises en matière d'éthique et de sauvegarde peuvent être consultées à l'adresse suivante *www.caritasinternational.be/ethique*.

Pour nos interventions à l'étranger, des procédures de traitement des plaintes ont également été mises en place avec nos partenaires locaux et les communautés concernées.

Registre des plaintes 2024

17 signalements ont été enregistrés en 2024 :

→ 5 dossiers portaient sur des demandes liées au fonctionnement et ont été renvoyés vers les services compétents.

→ 3 dossiers portaient sur des plaintes ciblant d'autres organisations ; leurs auteurs ont été renvoyés vers les parties concernées.

→ 3 dossiers ne relevaient pas du soutien que peut apporter l'organisation. 2 cas ont donné lieu à un renforcement et à un éclaircissement de la procédure interne.

→ 2 dossiers portaient sur la durée de traitement des dossiers de réintégration.

→ 1 dossier portait sur une demande collective de révision d'une décision de mutation dans une autre structure d'accueil. Des conseils juridiques ont été dispensés aux demandeurs sur les procédures à suivre.

→ 1 dossier portait sur un conflit entre des personnes.

→ Dans un cas, l'attention de l'organisation a été attirée sur la nécessité de consentir davantage d'efforts en matière d'écologie sur le terrain. L'équipe en question a de nouveau été sensibilisée.

→ 1 lanceur d'alerte a signalé un comportement abusif. Le traitement de ce dossier a débouché sur un licenciement.

© Caritas International Belgium

Communication & Mobilisation

Voir, juger, agir

2024 a été une année électorale à tous les niveaux de pouvoir en Belgique. Le débat sur la solidarité internationale a encore gagné en polarisation tant dans les médias que sur les bancs d'école. Pourtant, des crises humanitaires d'une ampleur considérable ont été à déplorer, notamment dans l'accueil des réfugiés chez nous et au Proche-Orient. Autant de sujets brulants qui ont requis une grande implication du département Communication & Mobilisation tout au long de l'année. 2024 a également été marquée par la réflexion approfondie sur l'avenir de Caritas International, sur le renforcement de notre image, sur nos messages et nos valeurs, sur notre cohésion interne. Pour réaffirmer notre idéal et encore accroître notre impact.

Travail politique

En 2024, à l'approche des élections fédérales et européennes, Caritas International a publié un Mémorandum contenant des constats et des recommandations sur la politique belge et internationale en matière de migration et de solidarité internationale. Nous avons évoqué ce mémorandum avec tous les partis démocratiques. Cette concertation s'est poursuivie tandis que plusieurs partis négociaient un accord de gouvernement. Forts de notre expérience de terrain et de notre expertise juridique, nous avons pu répondre à de nombreuses questions techniques.

En avril 2024, le Parlement européen a approuvé le Pacte sur la migration et l'asile. Ce pacte doit mener à des solutions durables pour la gestion de la migration dans l'Union européenne. Nous avons analysé les conséquences potentielles de ce Pacte pour l'accueil, la réinstallation, les mineurs non accompagnés et l'accompagnement juridique des demandeurs de protection internationale. Nous avons partagé nos principales préoccupations avec le cabinet de la secrétaire d'État pour l'Asile et la Migration et avons établi, avec l'aide de nos organisations partenaires, des fiches techniques et thématiques qui ont été largement diffusées dans le monde politique. En 2025, nous continuons de suivre de près la mise en œuvre de ce Pacte.

Le projet Other Talk — goes local est arrivé à son terme. Entre 2021 et 2024, nous avons réfléchi avec des volontaires, des associations de volontaires et des autorités locales à la manière dont sont présentées les personnes en fuite dans notre société. Nous avons pu bénéficier des retours de 81 volontaires, 25 associations de volontaires et des collaborateurs de 24 autorités locales. Ensemble, nous avons cherché des solutions pour communiquer de manière plus positive sur la migration et la diversité. Nous avons également élaboré deux brochures : « Comment réagir aux questions et remarques difficiles sur les personnes en exil ? » et « Une communication qui crée du lien avec les habitant-e-s de votre ville ou commune » que vous pouvez consulter sur notre site : www.caritasinternational.be.

En 2024, l'intensification des violences en Palestine et dans la région a occupé une place centrale dans notre travail. Tout au long de l'année, plusieurs initiatives ont été entreprises, telles que des publications de cartes blanches, des réunions avec des responsables politiques belges, ainsi que des témoignages recueillis directement auprès des équipes sur le terrain. Le travail s'est concentré sur trois axes majeurs : le contexte humanitaire à Gaza, les violations des droits humains en Cisjordanie, et la situation des réfugiés palestiniens en Belgique. La visite à Bruxelles d'Anton Asfar, Secrétaire général de Caritas Jerusalem, a permis de mettre en lumière les priorités du plaidoyer du réseau. Celui-ci a insisté sur trois enjeux essentiels : l'urgence d'un cessez-le-feu, l'accès durable à l'aide humanitaire, et la quête d'une justice à long terme.

L'année 2024 a également été marquée par un renforcement de notre plaidoyer concernant la crise du Mai-Ndombé en RD Congo. En collaboration avec nos partenaires, nous avons poursuivi le développement d'actions diverses, notamment des analyses approfondies, des visites sur le terrain et des conférences destinées à sensibiliser et proposer des solutions durables. En mars, l'Abbé Edouard Makimba, Secrétaire exécutif de Caritas Congo, s'est rendu à Bruxelles pour participer au Forum humanitaire européen et au Sommet citoyen européen. Par ailleurs, une visite de notre équipe plaidoyer à Kinshasa en septembre a permis de renforcer les liens et de développer des stratégies communes, tant sur place qu'à Bruxelles et au niveau international.

Plus de visibilité, une réflexion stratégique

En 2024, l'équipe de Communication de Caritas International a également joué un rôle primordial pour notre visibilité et la promotion de notre travail. Les situations d'urgence au Proche-Orient, les lacunes du système de l'accueil en Belgique, la crise à Kwamouth en RD Congo, la crise alimentaire en Éthiopie : notre équipe n'a eu de cesse de communiquer sur les besoins les plus urgents et a mobilisé l'opinion publique afin de promouvoir la solidarité.

En parallèle, nous entendons également renforcer la visibilité de nos principaux projets. Le travail de Caritas International et de ses partenaires a été cité à plus de 100 reprises dans les médias francophones, néerlandophones et internationaux. Les sujets abordés concernaient la politique d'asile, les mineurs étrangers non accompagnés, l'Ukraine, Gaza et les conséquences des séismes en Syrie et en Turquie.Nos experts ont régulièrement été sollicités pour apporter leur éclairage.

Sur le plan digital, nous avons fortifié notre présence en ligne pour toucher un plus large public. Grâce à une approche plus proactive sur les réseaux sociaux, avec notre newsletter et notre site internet, notre public en ligne a augmenté de 4 %. Nous avons sensibilisé la société sur des sujets d'actualité, avons lancé des campagnes de promotion de nos outils

pédagogiques et avons mobilisé la solidarité pour la collecte de fonds, ce qui est crucial pour financer nos projets sur le terrain. Nos outils pédagogiques ont été téléchargés à 1. 194 reprises, néerlandais et français confondus.

En interne, nous aspirions à une communication plus transparente et à consolider l'implication de nos travailleurs. Nous avons publié 93 articles sur CariNet, notre intranet, pour fournir davantage d'informations sur nos projets, les situations de crise et les initiatives en cours. 7 éditions des Midi-Caritas ont été organisées, attirant 222 participants ; ces moments ont donné la possibilité à nos travailleurs d'échanger sur des sujets tels que Youth in Shelter, les principes humanitaires ou le rôle de Caritas en Palestine. 62 collaborateurs ont suivi les ateliers mensuels pour mieux utiliser des outils comme Teams, OneNote et Outlook. CariNet a également soutenu le lancement du programme My Health Partner et d'actions favorables à la mobilité douce.

Un travail stratégique a également été réalisé pour faire évaluer notre image et notre projection tant en interne qu'en externe. Cet exercice de réflexion nous a aidés à identifier nos forces et les éléments à améliorer. Un fondement solide pour un repositionnement stratégique. Une nouvelle stratégie de communication, adaptée aux objectifs de la nouvelle stratégie de Caritas International, orientera nos actions en 2025.

Collecte de fonds

Les conflits en Ukraine et à Gaza se sont poursuivis en 2024. Le Liban n'a pas non plus été épargné. Par ailleurs, de nombreuses personnes sont victimes de conflits moins connus, voire oubliés. Caritas International veut également apporter une aide d'urgence à ces personnes et peut compter sur le soutien précieux de ses généreux donateurs.

Au total, nous avons utilisé 6.129.515,75 euros de nos dons en 2024.

La situation au Proche-Orient a tout particulièrement retenu notre attention. Répondant à nos appels urgents, nos donateurs ont versé 633 .924 euros pour Gaza et le Liban. Pour les victimes du conflit à l'est du Congo, nous avons récolté 148.138 euros.

Nous avons dispensé des formations et octroyé des moyens à des familles vulnérables du Burkina Faso pour leur donner la chance d'acquérir de l'autonomie. Nous avons récolté à cette fin 113.872 euros.

La crise alimentaire en Éthiopie, conséquence des conflits armés et des changements climatiques, n'a pas échappé à notre attention. Un appel spécial pour éviter une famine certaine à de nombreuses personnes a permis de collecter un montant total de 377.909 euros.

Pour l'accueil et l'accompagnement de réfugiés en Belgique, nous avons reçu 90.505 euros de dons.

Lors de la période de Noël, nous nous sommes concentrés une fois de plus sur la situation précaire des personnes fuyant les violences de la guerre. Caritas International veut apporter l'aide nécessaire aux personnes déplacées ici et à l'étranger grâce à ses partenaires locaux. Notre appel à la solidarité a permis de récolter un montant de 179.297 euros.

Nos projets structurels continuent de remporter l'adhésion de nombreux donateurs, ce qui nous permet de prêter assistance aux victimes vulnérables des conflits, des catastrophes et des situations d'urgence qui retiennent moins l'attention du grand public. En 2024, cela représentait un montant de 1 .977 .645 euros.

Les legs, après le paiement de 1.107.781,12 euros de droits de succession, ont généré des revenus nets de 833.246,28 euros.

Éducation

L'équipe Éducation aide les enseignants à traiter en classe de sujets tels que la migration et la diversité dans la société. Grâce à notre large éventail d'outils pédagogiques et de formations, nous les aidons à aborder en toute autonomie ces sujets de sorte à toucher le plus d'élèves possible. Notre équipe se rend de temps en temps dans des écoles pour des ateliers interactifs.

En 2024, 137 (futurs) enseignants ont participé aux formations du service Éducation. La collaboration avec School of Education (KU Leuven) nous permet de toucher davantage d'enseignants de demain.

En collaboration avec l'ASBL Sankaa, nous avons lancé en septembre le module en trois parties, « Building Bridges ». Il permet aux enseignants de sensibiliser les élèves aux inégalités et de nouer un dialogue ouvert sur l'identité, la diversité, les préjugés, le racisme et l'inclusion. Quelque 300 enseignants se sont inscrits pour recevoir ce support.

Pour la première fois, un outil pédagogique s'adresse aux écoles primaires : « Walk in my shoes — Junior », qui découle de notre serious game « Walk in my shoes ». Ce support pédagogique a été fourni à près de 1 .000 écoles et centres d'enseignement.

Notre environnement numérique « Teaching Migration » bénéficie désormais d'une place à long terme dans notre « Caritas Academy ». Plus de 120 enseignants se sont inscrits.

Plus de 16 .000 personnes ont utilisé Walk in my shoes et Walk in my shoes — Junior. Il s'agit d'un jeu pédagogique offrant au public la possibilité de suivre la fuite d'un mineur non accompagné vers la Belgique : www.walk-in-my-shoes.be.

Notre équipe Éducation a également formé environ 90 volontaires et a animé des ateliers pour plus de 500 élèves.

Environnement : le monde doute, mais Caritas garde le cap

En 2024, nous avons une nouvelle fois constaté que l'humanité oscillait entre aveuglement face à la crise climatique et lenteur à percevoir la gravité du problème. 2024 a été l'année la plus chaude de l'histoire moderne, avec une température moyenne excédant le niveau préindustriel de 1,54° Celsius. Une fois de plus, des points de non-retour ont été franchis. Les enjeux sont colossaux, mais d'autres priorités politiques à court terme semblent retenir davantage l'attention.

L'année dernière, l'humanité a exploité 106 milliards de tonnes de ressources naturelles, soit trois fois plus qu'en 1970 ! Le pillage du sous-sol, des forêts et des océans se poursuit, incessant. Depuis 1970, les populations animales se sont effondrées, victime d'une baisse de 73 % ; c'est épouvantable. Chaque disparition d'une espèce animale menace encore plus de rompre l'équilibre déjà bien fragile.

Caritas International est directement confrontée aux conséquences de cette évolution. En 2024, les catastrophes climatiques ont occasionné plus de 230 milliards de dollars de dégâts. Le prix en vie humaine est incommensurable et ce sont les pays les plus en difficultés qui sont touchés le plus durement. Nos partenaires de l'hémisphère sud ne le savent que trop bien : ils sont en première ligne lorsque les inondations et les sécheresses frappent et lorsque les cycles agricoles sont déréglés.

À son niveau, Caritas tente d'œuvrer pour l'environnement.

Nous fournissons un soutien externe aux organisations partenaires qui répondent aux situations d'urgence et déploient des projets pour éviter ou atténuer les risques. Certaines composantes de notre programme quinquennal COHERENCE illustrent cet attachement.

En interne, nous analysons l'impact environnemental de notre organisation. Encouragés par notre direction, les représentants des différents départements se réunissent tous les mois pour définir des priorités, mesurer les progrès et enclencher une dynamique positive. Nous voulons notamment réduire notre facture énergétique en isolant, en nous chauffant différemment et en cherchant les économies. Nous voulons moins nous déplacer et nous réunir davantage en ligne ou prendre le train pour les activités en Europe. Aussi stimulons-nous des formes de mobilités douces et redoublons-nous d'efforts pour réduire et mieux trier nos déchets.

Caritas International recherche aussi des partenaires spécialisés qui peuvent nous aider à établir un « bilan environnemental ». Ce bilan est appelé à devenir un instrument important pour identifier des leviers intéressants dans notre combat en faveur de l'environnement.

© OCADES

Programmes Asile & Migration en Belgique

31 décembre 2024

TITRE DU PROJET	SPÉCIFICITÉ	FINANCÉ PAR
ACCUEIL ET ACCOMPAGNEMENT SUR MESURE DE DEMANDEURS DE PROTECTION INTERNATIONALE		
Logis de Louvranges	Structure d'accueil pour des femmes isolées avec ou sans enfants. Appartements collectifs.	Fedasil Commune de Wavre
Centre d'accueil de Scherpenheuvel (1)	Familles, personnes isolées, en situation d'handicap ou un trouble psycho médical.	Fedasil
Centre d'accueil de Ransart (2)	Familles, personnes isolées et mineurs non accompagnés.	Fedasil
Youth in Shelter à Liège (2)	Structure d'accueil pour mineurs non accompagnés, âgés de 14 à 18 ans.	Aide à la Jeunesse (Fédération Wallonie Bruxelles)
Health Care Anvers	Structure d'accueil pour les personnes ou les familles nécessitant un suivi médical. Logements familiaux.	Fedasil, depuis le 25 juillet 2024 (précédemment le Ciré)
ACCUEIL ET ACCOMPAGNEMENT SUR MESURE DE PERSONNES AYANT OBTENU UN TITRE DE SÉJOUR		
TVU Bruxelles, Liège, Anvers	Réfugiés vulnérables.	Fedasil
Youth in Transit Liège, Bruxelles, Malines	Mineurs non accompagnés.	Fedasil
High Care Anvers	Personnes réfugiées souffrant de graves problèmes de santé.	Fedasil
INTÉGRATION		
Initiative locale d'intégration à Liège	Alphabétisation, permanences sociojuridiques, interculturalité.	Région wallonne
APL Liège (2)	Aide aux personnes qui éprouvent des difficultés à trouver un logement digne.	Région wallonne
PROGRAMMES SOCIAUX		
Réintégration après un retour volontaire	Accompagnement avant le départ. Soutien des partenaires dans l'accompagnement d'un projet de réintégration : · Au départ de la Belgique · Au départ d'un autre pays européen (JRS)	Fedasil, AMIF Belgique Fonds européens via Frontex
Services de première ligne (3)	Prestation de services psychosociaux, regroupement familial, accompagnement au retour volontaire, visite de centres fermés.	Partenariat avec l'antenne Caritas du service social Brabantia COCOM (via Brabantia) Ministère de la Justice Fedasil
Accompagnement intégral des personnes réfugiées à Louvain	Parcours d'accompagnement psychosocial d'une année pour des familles réfugiées avec des vulnérabilités particulières.	Ville de Louvain
Tutelle (3)	Tutelle de mineurs non accompagnés ; help desk pour tuteurs et tutrices ; accompagnement de mineurs non accompagnés en transit.	Ministère de la Justice Fedasil
Community Sponsorship	Accompagnement de groupes d'accueil pour des familles syriennes réfugiées réinstallées.	Fedasil
Réinstallation Peer2 Peer	Activités collectives pour des personnes réfugiées réinstallées, formation d'ambassadeurs, groupe Facebook.	Fedasil
Soutien financier	Un prêt est octroyé à titre exceptionnel pour le regroupement familial et la garantie locative.	Fonds propres et Scourmont

En Belgique, certains projets sont mis en œuvre avec nos partenaires privilégiés - Caritas Vlaanderen (1), Caritas Wallonie (2) et CAP Brabantia (3).

Programmes de coopération internationale

Nos projets à l'étranger fonctionnent toujours en coopération avec les organisations Caritas nationales ou locales du pays concerné. Le réseau international de Caritas compte 162 organisations nationales.

Aide d'urgence

L'objectif principal de l'aide d'urgence, que l'on appelle aussi aide humanitaire, est de sauver des vies, de réduire les souffrances humaines et de protéger la dignité humaine.

PAYS	TITRE DU PROJET	PERIODE	BUDGET	FINANCE-MENT	DEPENSES 2024	COFINANCEMENT
Burundi Niger Ouganda RD Congo	Protection humanitaire au cœur de l'action - PROHUMA 2	2023-2025	€ 7.820.000,00	DGD	€ 4.885.179,57	€ 0
Brésil	Réponse d'urgence en faveur des personnes affectées par les inondations au Brésil et en Bolivie	2024	€ 300.000,00	ECHO	€ 300.000,00	€ 0, en collaboration avec Caritas Suisse
RD Congo	Réponses rapides et multisectorielles aux crises humanitaires à Kwamouth, à Kinshasa et à Bukavu	2023-2024	€ 2.890.000 (consortium avec 5 parte-naires dont CI.be qui en est le lead)	ECHO	€ 1.965.639,36	€ 95.900 (Fonds Lokumo) + € 44.100 (Magna)
RD Congo	Réponse multisectorielle humanitaire à Kwamouth et à Bukavu	2023-2024	$ 883.053	Coopération suisse	€ 808.037,95	50% assurés par le projet ECHO
RD Congo	Réponse multisectorielle intégrée pour la protection et la résilience communautaire des populations affectées par la crise de Mai -Ndombe à Lisanga	2024-2026	€ 4.225.806 (consortium avec 5 parte-naires dont CI.be est le lead)	ECHO	€ 1.655.751,05	7% assurés par le fonds Lokumo (€ 50.000), Magna, Street Child, Caritas Congo, Caritas Kinshasa, CDJP
				TOTAL	€ 9.614.607,93	

© Caritas International Belgium

© OCADES

© OCADES

Développement

La coopération au développement porte sur la lutte contre les causes sous-jacentes de la pauvreté et des situations de crise.

PAYS	PROJET	PERIODE	BUDGET	FINANCEMENT	DEPENSES 2024	COFINANCEMENT
Burundi	Soutien à l'entrepreneuriat du secteur agricole (Umwumbati Wacu)	2023-2027	€ 9.894.034 (dont € 2.326.479 pour Cl.be, en consortium avec 7 partenaires dont Cl.be qui en est le lead)	UE	€ 2.438.046,74	€ 334.808 (Cl.be)
Belgique, Burundi, RD Congo, Burkina Faso, Niger, Ethiopie, Palestine	Programme de Cohésion sociale et de Résilience (COHERENCE)	2022-2026	€12.362.226,72	DGD	€ 2.818.541,38	20% (cofinancement assuré par Cl.be, 11.be + CNCD + WBI + Caritas Luxemburg, Secours Catholique + Fonds Lokumo)
Ethiopie	Résilience climatique à Soddo	2024	€ 100.000,00	Vlaams-Brabant	€ 100.000,00	0
Ethiopie	Amélioration de l'accès à l'eau et aux services d'assainissement et d'hygiène dans 4 centres de santé primaire du district d'Edaghahamus, Tigré oriental	2023-2024	€ 55.407,00	Fondation Roi Baudoin/ Fonds Amélie Elisabeth	€ 15.896,09	€ 5.550
Ethiopie	Amélioration des services d'assainissement et d'hygiène au sein des communautés scolaires de 3 écoles primaires des districts d'Irob et Gulomikada, Tigré oriental	2024	€ 55.000,00	Fondation Roi Baudoiin/ Fonds Amélie Elisabeth	€ 55.383,94	€ 5.500
RD Congo	Projet d'implantation et d'exploitation d'une unité de traitement de miel au centre Agroécologique Liziba à Kinshasa	2023-2024	€ 58.050,00	WBI	€ 40.825,63	€ 5.277
RD Congo	Projet de production et de transformation des pleurotes, Kinshasa	2023-2026	€ 180.000,00	Fonds Lokumo	€ 84.911,68	€ 0
				TOTAL	**€ 5.553.605,46**	

© Caritas Lebanon

© Caritas International Belgium

Programmes d'aide d'urgence avec le réseau Caritas

Le réseau Caritas est un atout pour déployer des programmes d'aide d'urgence. En effet, nous pouvons compter sur les autres organisations du réseau qui jouissent d'un ancrage local.

PAYS	CRISE	ENGAGÉS EN 2024
Palestine	Conflit à Gaza	€ 100.000,00
Ouganda	Inondations	€ 10.040,00
RD Congo	Crise à l'est	€ 20.000,00
Slovaquie	Appui aux réfugiés ukrai-niens	€ 50.000,00
Syrie	Tremblement de terre	€ 270.000,00
Turquie	Tremblement de terre	€ 100.000,00
Ukraine (Caritas Ukraine et Caritas Spes)	Conflit	€ 1.250.000,00
	TOTAL	€ 1.800.040,00

Projets de partenariat

Caritas International collabore avec plusieurs associations belges à la réalisation de projets qui correspondent à sa vision et à sa mission.

PAYS	NOMBRE DE PROJETS	DEPENSES 2024
Afr du Sud	1	€ 11.200
Bangladesh	1	€ 231
Belgique	4	€ 56.327
Bénin	2	€ 33.600
Burkina Faso	1	€ 4.900
Burundi	1	€ 1.050
Cambodge	1	€ 2.100
Cameroun	1	€ 31.400
Haïti	2	€ 8.560
Honduras	1	€ 1.254
Liban	2	€ 12.175
Malawi	1	€ 4.300
Mali	2	€ 11.792
Niger	1	€ 5.000
Nigeria	1	€ 2.300
Philippines	1	€ 15.677
RD Congo	6	€ 61.753
Rwanda	1	€ 26.196
Tanzanie	1	€ 3.500
TOTAL	31	€ 293.318

Rapport financier

Actifs

ACTIFS IMMOBILISES	€ 3.753.336,58
Immobilisations incorporelles	€ 9.305,26
Immobilisations corporelles · Terrains et constructions · Terrains et constructions	€ 3.744.031,32 € 3.406.565,54 € 337.465,78
ACTIFS CIRCULANTS	**€ 55.645.784,38**
Créances à un an au plus · Créances commerciales · Autres créances	€ 32.629.245,02 € 3.295.809,95 € 29.333.435,07
Placements trésorerie	€ 5.271.089,63
Valeurs disponibles	€ 16.190.909,26
Comptes de régularisation	€ 1.554.540,47
TOTAL ACTIFS	**€ 59.399.120,96**

Passifs

FONDS SOCIAL	€ 7.238.836,16
Fonds de l'association	€ 2.880.472,41
Fonds affectés	€ 2.215.691,09
Bénéfice reporté	€ 338.849,07
Subsides en capital	€ 1.803.823,59
PROVISIONS	**€ 1.062.586,86**
Provision grosses réparations et autres dépenses	€ 1.032.090,00
Provision legs à rembourser	€ 30.496,86
DETTES	**€ 51.097.697,94**
Dettes à un an au plus · Dettes à un an au plus · Dettes charges sociales · Autres dettes	€ 48.609.560,60 € 45.840.081,80 € 1.250.923,45 € 1.518.555,35
Comptes de régularisation	€ 2.488.137,34
TOTAL PASSIFS	**€ 59.399.120,96**

Nos recettes et les dépenses ont considérablement augmenté en 2024, passant de 42,9 à 48,1 millions.

Une fois de plus, nos donateurs ont fait preuve d'une grande solidarité. Nous avons dépensé plus de 8,1 millions d'euros récoltés grâce à nos campagnes et à nos fidèles donateurs, y compris ceux qui nous ont confiés leurs legs.

Nos projets financés par la DGD, la Commission Européenne et JRS ont pu particulièrement avancer cette année. Nous avons constaté une forte augmentation en matière de retour volontaire, ce qui a entraîné une hausse de 4,4 millions d'euros pour les revenus du Joint Reintegration Service (JRS). Sur le plan de la coopération internationale, les activités de développement ont bien progressé au Burundi et nous avons mené plusieurs projets de crise en RDC, menant à une hausse de 3,1 millions de nos revenus.

Les dépenses suivent naturellement nos revenus, puisqu'elles consistent en des transferts vers nos partenaires sur le terrain pour la coopération internationale pour 14,7 millions d'euros. Nos activités en matière d'asile et de migration ont représenté 49,94 % de nos dépenses.

Nos frais généraux s'élèvent à 7,46 % du total de nos dépenses, sans déduction de nos subsides à l'emploi et nos revenus financiers. Les coûts salariaux ont augmenté de 6 % en raison des diverses indexations. En termes de prévisions pour l'avenir, nous continuons nos efforts pour optimiser et diversifier nos sources de revenus. Il convient de conclure en notant que certaines activités, en particulier dans le domaine de l'accueil, sont structurellement sous-financées. Les annonces du gouvernement de réduction des dépenses publiques en matière de solidarité internationale et d'accueil des demandeurs d'asile pèseront considérablement sur le futur de notre association

Compte de résultats 2024

RECETTES	%	2024	2023
Dons	12,68	**€ 6.074.207,92**	€ 4.330.684,43
Dons via consortium 12.12	0,07	**€ 31.536,48**	€ 1.285.282,81
Legs	4,03	**€ 1.941.027,40**	€ 6.232.645,81
Wallonie - Bruxelles International (WBI)	2,97	**€ 1.427.409,22**	€ 1.289.950,48
Région Bruxelles-Capitale			€ 46.955,91
Villes, communes, provinces	0,39	**€ 185.253,40**	€ 269,20
Institutions multilatérales	1,68	**€ 808.034,95**	€ 2.300,00
Gouvernement flamand	0,11	**€ 52.068,60**	€ 62.727,47
Gouvernement belge - DGD	15,17	**€ 7.298.007,00**	€ 5.939.811,43
SPF Justice - SPF Affaires intérieures	1,31	**€ 629.240,10**	€ 927.390,51
Gouvernement belge - Fedasil	32,04	**€ 15.413.401,03**	€ 13.900.863,54
Coordination et Initiative pour Réfugiés et Etrangers	1,23	**€ 591.155,26**	€ 1.197.583,32
Union européenne	10,96	**€ 5.274.801,69**	€ 3.558.911,54
Vluchtelingenwerk Vlaanderen			€ 19.709,22
Fondations, autres Caritas, divers...	1,86	**€ 897.176,28**	€ 901.982,67
European reintegration network			€ 41.651,20
Frontex	13,73	**€ 6.605.204,02**	€ 2.016.693,62
Subsides à l'emploi (Actiris, Maribel, ...)	0,84	**€ 405.407,49**	€ 436.260,62
Autres produits d'exploitation	0,50	**€ 239.689,04**	€ 210.078,01
Produits financiers	0,47	**€ 225.949,01**	€ 363.074,25
Total hors exceptionnels	**99,98**	**€ 48.099.568,89**	**€ 42.764.826,04**
Produits exceptionnels	0,02	€ 8.300,00	€ 106.573,00
Total	**100**	**€ 48.107.868,89**	**€ 42.871.399,04**

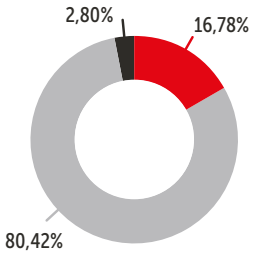
	2024	2023
Résultat de l'exercice	**€ 0,00**	€ 3.964,04
Bénéfice à reporter	**0,00**	**3.964,04**

DÉPENSES	%	2024	2023
Accueil demandeurs d'asile	34,63	**€ 16.658.951,39**	€ 16.051.429,00
Programmes migrants (1ere ligne, MENA, intégration)	0,97	**€ 465.210,13**	€ 473.317,00
Retour volontaire	14,35	**€ 6.902.476,47**	€ 2.402.651,00
Coopération internationale	30,62	**€ 14.731.209,16**	€ 11.674.204,00
Crises	5,57	**€ 2.681.086,75**	€ 2.635.482,00
Communication et mobilisation	3,72	**€ 1.788.951,93**	€ 1.729.934,00
Frais de fonctionnement	10,14	**€ 4.879.983,06**	€ 7.900.418,00
· Frais de fonctionnement généraux	7,84	**€ 3.772.201,94**	€ 3.178.209,70
· Droits de succession	2,30	**€ 1.107.781,12**	€ 4.722.208,30
Total hors exceptionnels	**100**	**€ 48.107.868,89**	**€ 42.867.435,00**

RECETTES 2024

- Dons et legs : **€ 8.070.543,15**
- Financements institutionnels : **€ 38.689.982,76**
- Autres : **€ 1.347.342,98**

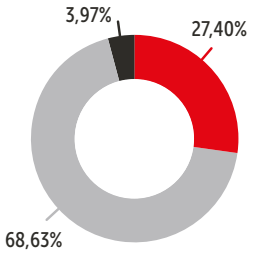
Total: € 48.107.868,89



RECETTES 2023

- Dons et legs : **€ 11.745.956,79**
- Financements institutionnels : **€ 29.421.368,84**
- Autres : **€ 1.704.073,41**

Total: € 42.871.399,04



Organe d'Administration

31 décembre 2024

M. Bernard Woronoff, président
Père Philippe de Dorlodot
M. Dominic Verhoeven, vice-président
Mme Marie-Christine d'Ursel-ter Hark, vice-présidente
Vicaire général Bruno Aerts
Mme Marie-Paule Moreau
M. l'abbé Martin Mvibudulu
M. Marc Nuytemans
Mme Emmeline Orban

© Aqaana Publishing

Merci beaucoup !

... à toutes celles et tous ceux qui œuvrent à nos côtés à une société solidaire où toutes et tous peuvent jouir d'une vie décente. 2024 a été pour nous une année d'action et de réflexion. Tout ce travail n'aurait pas été possible sans le soutien, la coopération et l'enthousiasme de nombreuses personnes, organisations et institutions. Nous vous en remercions de tout cœur !

Luc Van Haute, directeur général

Nous souhaitons tout particulièrement remercier :

- **Tous nos donateurs**
- **Tous nos volontaires enthousiastes, nos stagiaires, nos groupes d'accueil et nos propriétaires solidaires**
- **Nos collaborateurs en Belgique et à l'étranger qui, jour après jour, concrétisent notre engagement**
- **Les évêchés, les paroisses et les congrégations religieuses**
- **La Fondation Roi Baudouin / Le Fonds Amélie et Élisabeth et Bikes in Brussels / La Fondation Porticus / la Fondation Abbé Pierre**
- **Le Fonds Lokumo**
- **Les organisations coupoles : 11.11.11 / CNCD-11.11.11 / Ngo-federatie / Acodev / Vluchtelingenwerk Vlaanderen / CIRÉ / Concord / Voice**
- **Caritas Internationalis / Caritas Europa / Diverses organisations du réseau Caritas international / Netwerk Rechtvaardigheid en Vrede / Commission Justice & Paix / Kruit et Annoncer la Couleur/ Iles de Paix /Croix rouge de Belgique/ CAP Brabantia / Casa Legal / Le Réseau ERSO / Le Consortium 12-12 / La Coalition Move et tous nos autres partenaires en Belgique et à l'étranger**
- **Les médias : Kerknet / Kerk & Leven / Tertio / Cathobel / Dimanche / RCF**
- **Les établissements scolaires, les élèves et les enseignants qui ont fait usage de notre offre éducative.**
- **Goods to Give**
- **Nos partenaires institutionnels :**

Les Nations Unies
L'Organisation internationale pour les migrations (OIM)

L'Union européenne
Protection civile et opérations d'aide humanitaire (DG ECHO) / DG Partenariats internationaux (DG INTPA) / Fonds Asyle, migration et intégration (FAMI) / Frontex / Horizon 2020

Le Gouvernement fédéral
Direction générale Coopération au Développement (DGD) / Agence belge de développement (Enabel) / Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile (Fedasil) / Secrétariat d'État à l'Asile et la Migration et ministère de l'Intégration sociale / SPF Justice/ SPF Emploi, Travail et Concertation sociale - Maribel social / SPP Intégration sociale (article 60) / Service des Tutelles / La Loterie Nationale / Fonds Maribel social

Le gouvernement flamand
Departement Onderwijs en Vorming / Vlaams Partnerschap Water voor Ontwikkeling

Fédération Wallonie-Bruxelles et Région wallonne
Wallonie-Bruxelles international (WBI)
Aide à la jeunesse, Fonds du Logement
Département Travaux publics, Santé, Action sociale et Patrimoine

Région Bruxelles-Capitale
Office Régional bruxellois de l'Emploi (Actiris) / Bruxelles Environnement / Commission communautaire commune (Cocom)

Les Provinces, les villes et communes

© Raw Midea

Caritas International asbl

Rue de la Charité 43 - 1210 Bruxelles - T + 32 2 229 36 11
IBAN BE88 0000 0000 4141 / BIC BPOTBEB1
www.caritasinternational.be

caritasintbe

RECYCLE
Papier fait à partir de matériaux recyclés
FSC® C008551

caritas international.be

Éditeur responsable: Luc Van Haute, directeur général Caritas International - Rue de la Charité 43 - 1210 Bruxelles